

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU PLAN
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

SENEGAL 2015



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

SENEGAL 2015

AVANT-PROPOS

Le présent document retrace les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Sénégal pour l'année 2015. La balance des paiements est un état statistique où sont résumées, sous une forme comptable et pour une période donnée, toutes les opérations d'une économie avec le reste du monde et plus précisément, toutes les transactions entre les résidents et les non-résidents d'une économie.

Les résidents d'un pays se définissent comme des entités institutionnelles ayant leur centre d'intérêt prédominant sur le territoire économique de ce pays, c'est-à-dire y possédant soit un domicile, soit un lieu de production ou des locaux à autre usage, où ils exercent leurs activités économiques. Ils se distinguent en administrations publiques centrales et locales, particuliers vivant dans le pays ou y séjournant depuis plus d'un an, entreprises installées dans le pays y compris les filiales et succursales d'entreprises étrangères. Les non-résidents ont en revanche leur pôle d'intérêt économique à l'étranger. Par convention, les représentations et personnels diplomatiques, les étudiants hors de leur pays, ainsi que les bases et troupes militaires en stationnement à l'étranger sont considérés comme résidents de leur pays d'origine et non de leur pays d'accueil.

La référence à une période donnée indique que la balance des paiements enregistre des flux et non des stocks. Les données sur les stocks sont recensées dans la position extérieure globale (PEG). Les flux ou transactions sont des échanges qui portent sur des biens, des services et des revenus (ressources réelles). Ils peuvent faire naître des créances ou des engagements financiers par rapport au reste du monde (opérations financières) ou être sans contrepartie (transferts courants et en capital).

Dans le présent document, la monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire.

SOMMAIRE	Page
Avant propos.....	
Liste des Sigles et Acronymes.....	ii
Liste des tableaux.....	iii
Liste des encadrés.....	iii
Liste des graphiques	iv
Evolution récente de la Balance des Paiements	v
Balance des Paiements 2015 (Optique BCEAO).....	vi
Balance des Paiements (Présentation résumée).....	vii
Position Extérieure Globale Nette 2015.....	viii
RESUME.....	ix
INTRODUCTION	1
I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	4
I.1 – Balance commerciale.....	5
1-1-1 – Exportations de biens.....	5
1-1-2 – Importations de biens	11
I.2 - Balance des services.....	17
1-2-1 – Transports.....	17
1-2-2 – Voyages.....	17
1-2-3 – Autres services.....	18
I.3 - Compte de revenu primaire.....	18
I.4 - Compte de revenu secondaire.....	19
II - COMPTE DE CAPITAL.....	19
II.1 - Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.....	20
II.2 - Transferts en capital.....	20
III - COMPTE FINANCIER.....	21
IV - CAPITAUX MONETAIRES.....	22
IV.1 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	22
IV.2 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	22
V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	23
CONCLUSION	24
ANNEXES.....	26

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACDI : Agence Canadienne pour le Développement International
AEN : Avoirs Extérieurs Nets
ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID : Banque Islamique de Développement
BTP : Bâtiments et Travaux Publics
BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
BRVM : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CAF : Coût, assurance et fret
CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DDP : Direction de la Dette Publique
DGPPE : Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques
DI : Direction de l'Investissement
DPEE : Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
DPM : Direction des Pêches Maritimes
DTS : Droits de Tirages Spéciaux
FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine
FED : Fonds Européen de Développement
FMI : Fonds Monétaire International
FOB : Free on bord (valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport et d'assurance)
GIZ : Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Coopération Allemande au Développement)
ICS : Industries Chimiques du Sénégal
IDA : Association Internationale de Développement
MCA : Millenium Challenge Account
MEFP : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
PEG : Position Extérieure Globale
PIB : Produit Intérieur Brut
PSE : Plan Sénégal Emergent
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
USAID : United States Agency for International Development

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Evolution du compte des transactions courantes.....	4
Tableau 2.	Compte de biens.....	5
Tableau 3.	Orientation géographique des exportations de marchandises générales.....	6
Tableau 4.	Exportations de marchandises générales par principaux produits.....	7
Tableau 5.	Exportations de marchandises générales ajustées.....	9
Tableau 6.	Importations de biens par rubriques.....	11
Tableau 7.	Orientation géographique des importations.....	12
Tableau 8.	Evolution des importations de marchandises générales.....	13
Tableau 9.	Evolution des importations de marchandises générales ajustées.....	16
Tableau 10.	Evolution des principaux soldes de la balance des services.....	17
Tableau 11.	Evolution des transports.....	17
Tableau 12.	Evolution du poste « Voyages ».....	17
Tableau 13.	Evolution des autres services.....	18
Tableau 14.	Evolution des soldes de revenu primaire.....	18
Tableau 15.	Evolution des revenus secondaires.....	19
Tableau 16.	Evolution des transferts en capital.....	20
Tableau 17.	Evolution du compte financier.....	21
Tableau 18.	Variation des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	22
Tableau 19.	Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	22

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 :	Ajustement des données du Commerce Extérieur en Balance des Paiements.....	8
Encadré 2 :	Evolution des cours du pétrole brut.....	15

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.	Croissance dans le monde en 2015	1
Graphique 2.	Variation des cours des principales matières premières.....	2
Graphique 3.	Cadre macroéconomique du Sénégal.....	3
Graphique 4.	Evolution du compte courant.....	4
Graphique 5.	Evolution des composantes du compte courant.....	4
Graphique 6.	Evolution de la balance commerciale.....	5
Graphique 7.	Evolution des exportations de produits arachidières.....	10
Graphique 8.	Evolution des exportations de produits halieutiques.....	10
Graphique 9.	Exportations de produits chimiques.....	10
Graphique 10.	Evolution des exportations de ciment.....	11
Graphique 11.	Exportations d'or non monétaire.....	11
Graphique 12.	Orientation géographique des échanges de biens	13
Graphique 13.	Importations de produits pétroliers.....	14
Graphique 14.	Importations de produits alimentaires.....	14
Graphique 15.	Importations de biens d'équipement.....	14
Graphique 16.	Envois de fonds des migrants.....	19
Graphique 17.	Répartition des dons projets par bailleur.....	20
Graphique 18.	Répartition des dons projets par secteur bénéficiaire.....	20
Graphique 19.	Niveau de stocks d'engagements et de la PEG.....	23
Graphique 20.	Niveau de stocks d'avoirs.....	23

Evolution récente de la balance des paiements (en milliards de F CFA)

	Poste	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1	Compte des transactions courantes	-291,7	-541,1	-780,1	-765,5	-665,9	-558,7
1.A	Biens et services	-985,0	-1 242,2	-1 523,8	-1 526,9	-1 448,8	-1 342,9
1.A.a	Biens	-950,0	-1 183,6	-1 468,9	-1 471,0	-1 383,2	-1 274,4
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	-1 051,5	-1 299,3	-1 690,5	-1 660,8	-1 566,0	-1 443,6
1.A.a.1.1	<i>Dont réexportations</i>	0,0	1,4	2,1	2,4	3,5	3,7
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	0,1	0,0	0,1	0,1	0,5	1,2
1.A.a.3	Or non monétaire	101,5	115,7	221,5	189,7	182,3	168,0
1.A.b	Services	-35,0	-58,6	-54,9	-55,9	-65,6	-68,5
1.A.b.3	Transport	-242,6	-268,5	-314,4	-321,6	-319,3	-340,6
1.A.b.3.0	<i>Dont fret</i>	-213,3	-240,5	-293,2	-295,9	-293,7	-301,6
1.A.b.4	Voyages	145,1	149,7	134,3	142,8	135,8	139,0
1.A.b.4.0	<i>Autres services</i>	62,5	60,2	125,2	123,0	117,9	133,1
1.B	Revenu primaire	74,3	-132,8	-153,8	-159,5	-186,5	-231,5
1.B.1	Rémunération des salariés	38,1	39,3	47,0	51,0	51,2	54,0
1.B.2	Revenus des investissements	-112,4	-172,3	-206,7	-216,2	-242,6	-290,3
1.C	Revenu secondaire	767,5	834,0	897,5	920,9	969,4	1 015,8
1.C.1	Administrations Publiques	33,4	62,3	75,8	42,5	83,6	52,0
1.C.1.4	Coopération internationale courante	33,4	34,5	50,4	12,6	36,3	26,9
1.C.2	Autres secteurs	734,1	771,7	821,8	878,4	885,9	963,8
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	586,6	623,5	644,9	688,5	754,2	824,2
2	Compte capital	149,5	119,5	202,8	181,5	216,1	202,7
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-2,1	-1,7	37,5	-1,5	-5,2	-1,6
2.2	Transferts en capital	151,6	121,2	165,3	183,0	221,3	204,3
2.2.1	Administration Publique	143,6	114,6	158,5	175,8	213,2	196,2
	Remise de dette	2,1	2,1	2,1	2,1	0,0	2,0
2.2.2	Autres secteurs	8,0	6,6	6,8	7,3	8,1	8,1
3	Compte financier	-260,3	-362,7	-519,8	-551,8	-663,1	-511,9
3.1	Investissements directs	-130,7	-137,2	-112,4	-137,3	-185,5	-223,4
3.2	Investissements de portefeuille	-104,3	-352,8	-131,6	5,3	-257,0	-188,2
3.3	Dérivés financiers	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	-25,2	127,3	-275,8	-419,8	-220,6	-100,2
3.4.0.3	Administration Publique	-155,2	-100,5	-205,7	-204,8	-373,5	-153,3
3.4.0.4	Autres secteurs	130,0	227,0	-70,0	-215,0	152,9	53,0
4	Erreurs et omissions	-2,1	3,8	4,1	5,6	4,7	4,6
5	Solde global	116,0	-55,1	-53,5	-26,5	217,9	160,5
6	Avoirs et engagements	-116,0	55,1	53,5	26,5	-217,9	-160,5
6.1	Banque centrale	-16,5	6,2	-47,1	16,6	-106,7	-104,1
6.2	Autres institutions de dépôts	-99,5	48,9	100,6	9,9	-111,2	-56,4

Source : BCEAO

Balance des paiements 2015 (optique BCEAO) (en millions de F CFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	3 760 321,3	4 318 981,3	-558 660,0
1.A	Biens et services	2 374 869,2	3 717 778,2	-1 342 909,0
1.A.a	Biens	1 669 172,5	2 943 581,5	-1 274 409,0
1.A.a.1	Marchandises générales. base balance des paiements	1 499 473,7	2 943 099,6	-1 443 625,9
1.A.a.1.1	Dont: Réexportations	3 717,3		3 717,3
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	1 214,9		1 214,9
1.A.a.3	Or non monétaire	168 483,5	481,5	168 002,0
1.A.b	Services	705 696,7	774 196,7	-68 500,0
1.A.b.3	Transport	74 118,3	414 750,1	-340 631,8
1.A.b.3.0	<i>Dont fret</i>	28 826,6	330 419,3	-301 592,7
1.A.b.4	Voyages	217 867,2	78 881,5	138 985,7
1.A.b.4.0	Autres services	413 711,2	280 565,1	133 146,1
1.B	Revenu primaire	169 128,9	400 649,3	-231 520,4
1.B.1	Rémunération des salariés	67 799,8	13 824,7	53 975,1
1.B.2	Revenus des investissements	96 377,3	386 709,2	-290 331,9
1.B.3	Autres revenus primaires	4 951,8	115,4	4 836,4
1.C	Revenu secondaire	1 216 323,2	200 553,8	1 015 769,4
1.C.1	Administrations Publiques	59 625,0	7 627,6	51 997,4
1.C.1.4	Coopération internationale courante	31 234,0	4 337,6	26 896,4
1.C.2	Autres secteurs	1 156 698,2	192 926,2	963 771,0
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	971 405,2	147 176,5	824 228,7
2	Compte capital	206 225,8	3 565,0	202 660,8
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	1 658,0	-1 658,0
2.2	Transferts en capital	206 225,8	1 907,0	204 318,8
2.2.1	Administration Publique	196 174,1	0,0	196 174,1
2.2.2	Autres secteurs	10 051,7	1 907,0	8 144,7
	Poste	Acquisition nette d'actifs	Accroissement net des passifs	solde
3	Compte financier	35 950,1	547 811,1	-511 861,0
3.1	Investissements directs	18 542,8	241 903,8	-223 361,0
3.2	Investissements de portefeuille	10 396,0	198 644,7	-188 248,7
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	7 011,3	107 262,6	-100 251,3
3.4.0.3	Administration Publique	2 284,0	155 561,2	-153 277,2
3.4.0.4	Autres secteurs	4 727,3	-48 298,6	53 025,9
4	Erreurs et omissions nettes			4 661,7
5	Solde global	263 592,5	103 069,0	160 523,5
6	Réévaluation	-5 838,2	-11 412,7	5 574,5
7	Avoirs et engagements	-269 430,7	-114 481,7	-154 949,0
7.1	Banque centrale	-104 584,7	6 030,7	-98 554,0
7.2	Autres institutions de dépôts	-164 846,0	-108 451,0	-56 395,0

Source : BCEAO [Solde global] = [compte courant]+[compte de capital]-[compte financier]+[erreurs et omissions]

Balance des paiements (Résumé) (en millions de F CFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	3 760 321,3	4 318 981,3	-558 660,0
1.A	Biens et services	2 374 869,2	3 717 778,2	-1 342 909,0
1.A.a	Biens	1 669 172,5	2 943 581,5	-1 274 409,0
1.A.a.1	Marchandises générales	1 499 473,7	2 943 099,6	-1 443 625,9
1.A.a.1.1	<i>Dont: Réexportations</i>	3 717,3		3 717,3
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	1 214,9		1 214,9
1.A.a.3	Or non monétaire	168 483,5	481,5	168 002,0
1.A.b	Services	705 696,7	774 196,7	-68 500,0
1.A.b.3	Transport	74 118,3	414 750,1	-340 631,8
1.A.b.3.0	Dont fret	28 826,6	330 419,3	-301 592,7
1.A.b.4	Voyages	217 867,2	78 881,5	138 985,7
1.A.b.4.0	Autres services	413 711,2	280 565,1	133 146,1
1.B	Revenu primaire	169 128,9	400 649,3	-231 520,4
1.B.1	Rémunération des salariés	67 799,8	13 824,7	53 975,1
1.B.2	Revenus des investissements	96 377,3	386 709,2	-290 331,9
	Autres revenus primaires	4 951,8	115,4	4 836,4
1.C	Revenu secondaire	1 216 323,2	200 553,8	1 015 769,4
1.C.1	Administrations Publiques	59 625,0	7 627,6	51 997,4
1.C.1.4	Coopération internationale courante	31 234,0	4 337,6	26 896,4
1.C.2	Autres secteurs	1 156 698,2	192 926,2	963 771,0
1.C.2.1.1	<i>Dont :envois de fonds des travailleurs</i>	971 405,2	147 176,5	824 228,7
2	Compte capital	206 225,8	3 565,0	202 660,8
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	1 658,0	-1 658,0
2.2	Transferts en capital	206 225,8	1 907,0	204 318,8
2.2.1	Administration Publique	196 174,1	0,0	196 174,1
2.2.2	Autres secteurs	10 051,7	1 907,0	8 144,7
	Poste	Acquisition nette d'actifs	Accroissement net des passifs	Solde
3	Compte financier	299 542,6	650 880,1	-351 337,5
3.1	Investissements directs	18 542,8	241 903,8	-223 361,0
3.2	Investissements de portefeuille	95 670,0	213 513,6	-117 843,6
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	86 583,3	195 462,7	-108 879,4
3.5	Avoirs de réserve	98 746,5	0,0	98 746,5
4	Erreurs et omissions			4 661,7

Source : BCEAO

Position extérieure globale nette 2015 (en millions de FCFA)

	Poste	Année 2014	Autres flux	Année 2015
A	Stock d'actifs financiers	3 007 757,8	5 855,2	3 313 155,6
1	Investissements directs	197 749,1		216 291,9
2	Investissements de portefeuille	378 295,4	17,0	473 982,4
3	Dérivés financiers	0,0		0,0
4	Autres Investissements	1 322 198,3		1 408 781,6
4.1	Autres titres de participation	0,0		0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	263 242,0		384 210,9
4.3	Prêts	163 422,0		151 793,6
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	603,0		603,0
4.5	Crédits commerciaux	728 088,0		738 088,5
4.6	Autres compte à payer/ à recevoir	166 843,0		134 085,6
5	Avoirs de réserve	1 109 515,0	5 838,2	1 214 099,7
5	Or monétaire	0,0		0,0
5.2	Droits de tirages spéciaux	101 864,9	5 617,3	89 919,5
5.3	Position de réserve au FMI	9 273,8	220,9	3 535,8
5.4	Autres avoirs de réserve	998 376,3		1 120 644,4
B	Stock de passifs financiers	7 458 582,5	288,4	8 083 497,6
1	Investissements directs	1 417 472,1	1 408,0	1 634 530,5
2	Investissements de portefeuille	1 205 459,2	-14 076,3	1 404 896,4
3	Dérivés financiers	0,0		0,0
4	Autres Investissements	4 835 651,7	12 956,7	5 044 070,7
4.1	Autres titres de participation	0,0		0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	495 357,1		570 276,8
4.3	Prêts	3 009 990,2	4 882,6	3 172 932,3
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0		0,0
4.5	Crédits commerciaux	1 027 420,4		979 611,6
4.6	Autres comptes à payer /à recevoir	181 711,8		192 003,7
4.7	Droits de tirages spéciaux	121 172,2	8 074,1	129 246,3
C	Position extérieure globale nette (A)-(B)	-4 450 824,7	5 566,8	-4 770 324,0

Source : BCEAO

RESUME

Dans un contexte marqué par la baisse des cours du pétrole, le ralentissement de l'activité économique en Chine (6,9% contre 7,3%) et les perspectives de durcissement de la politique monétaire dans les pays avancés, l'activité économique mondiale est ressortie, au cours de la période sous revue, en hausse de 3,1% après 3,4% en 2014.

Néanmoins, dans la Zone euro (1,5% contre 0,9%) et aux Etats-Unis (2,5% contre 2,4%), une consolidation de la reprise économique est observée, alors qu'au Japon la croissance est ressortie à 0,6% contre 0,1% l'année précédente.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique a été évaluée à 3,5% contre 5,0% en 2014, en relation avec les contreperformances enregistrées au Nigeria.

Dans la zone UEMOA, l'activité économique a tiré profit de la baisse des cours du pétrole. Elle s'est accrue au même taux qu'en 2014, soit 6,6%, en raison notamment des résultats positifs de la campagne agricole.

Au plan des prix, le taux d'inflation s'est établi à 1,0% en 2015 contre un repli de 0,1% enregistré l'année précédente. Cette évolution résulte du renchérissement des prix des produits alimentaires locaux ainsi que des matériaux de construction et des services liés au logement.

Au niveau national, l'activité économique est demeurée résiliente avec une croissance du PIB réel de 6,5% après 4,3% un an plus tôt, en liaison principalement avec la progression du secteur primaire (+18,2%) et tertiaire (+3,8%). Pour sa part, la gestion budgétaire a été marquée par un repli du déficit budgétaire de 0,2 point de PIB à 4,8%.

S'agissant des comptes extérieurs, les transactions avec les non-résidents se sont soldées, en 2015, par une variation positive des avoirs extérieurs nets de 160,5 milliards après 217,9 milliards en 2014. Cette évolution résulte de la réduction du déficit du compte courant, le solde excédentaire du compte capital et du compte financier ayant légèrement baissé.

L'atténuation du déficit du compte courant (-107,2 milliards) est l'effet combiné de la consolidation de l'excédent du compte de revenu secondaire (+46,4 milliards) et du repli du déficit commercial (-108,8 milliards).

Reflétant l'évolution des comptes non financiers (comptes de transactions courantes et de capital), le solde du compte financier, hors variation des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire, est évalué à 511,9 milliards contre 663,1 milliards.

Au total, les transactions avec les non-résidents se sont soldées par une variation positive des avoirs extérieurs de 160,5 milliards contre de 217,9 milliards un an plus tôt.

En liaison avec le déficit structurel du compte des transactions courantes, financé par l'accumulation de passifs au compte financier, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN), représentant le passif net vis-à-vis de l'étranger, est ressortie à 59,3% du PIB contre 58,9% en 2014.



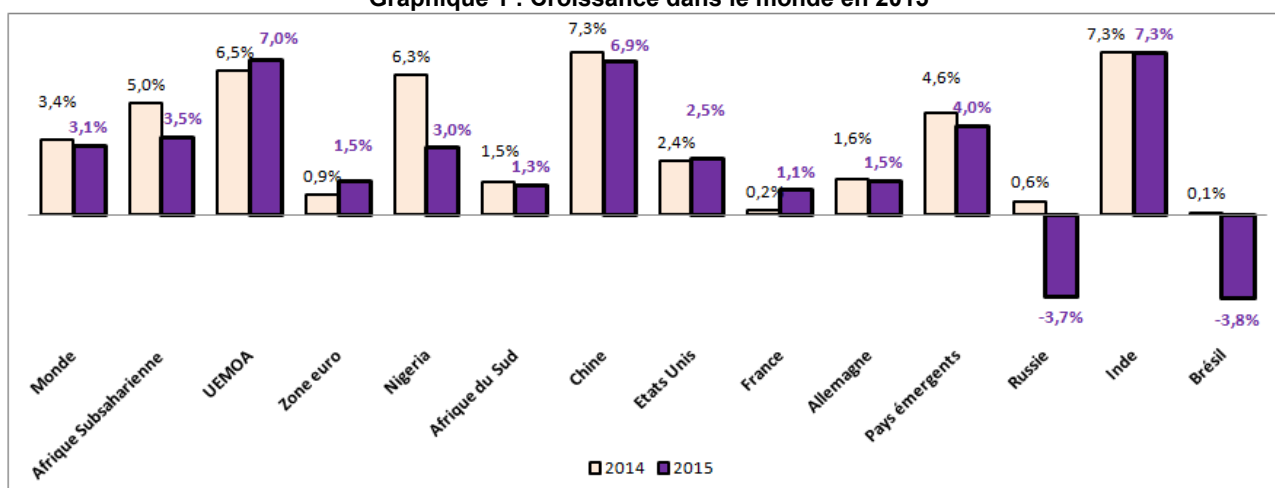
INTRODUCTION

En 2015, le rythme de l'activité mondiale est resté en deçà des attentes, la croissance économique étant limitée à 3,1% après 3,4% un an auparavant. Ce ralentissement est lié aux perspectives moins favorables que prévues dans les pays émergents et en développement, sous l'effet d'une baisse de la croissance enregistrée en Chine (6,9% contre 7,3%), la plus faible depuis 25 ans, et la contraction du PIB réel en Russie (-3,7% contre 0,6%) et au Brésil (-3,8% contre 0,1%). Toutefois, l'activité est restée dynamique en Inde (+7,3%).

Dans les économies avancées, la reprise s'est poursuivie, à un rythme lent. L'activité s'est améliorée dans la zone euro (1,6% contre 0,9%), soutenue par l'assouplissement monétaire et la baisse des prix de l'énergie. A cet effet, des performances ont été notées en France (1,1% contre 0,2%) ainsi qu'en Espagne (3,2% contre 1,4%) alors qu'en Allemagne la croissance a été relativement stable (1,5% contre 1,6%).

Aux Etats-Unis, la croissance économique s'est consolidée (+2,5% contre +2,4%) grâce à la vigueur de la consommation privée, tandis qu'au Japon, la quasi-stabilité observée en 2014 a été suivie d'une hausse de 0,6% du produit intérieur brut en 2015.

Graphique 1 : Croissance dans le monde en 2015



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2015

En **Afrique subsaharienne**, la croissance économique s'est inscrite en retrait de 2,5 points à 3,5% en 2015, reflétant une nette décélération de l'activité économique de 6,3% à 3,0% au Nigeria et plus légèrement de 1,5% à 1,3% en Afrique du Sud.

Dans la même dynamique, l'évolution de l'activité au sein de la **Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)** a été moins favorable que prévue en 2015, ressortant à 3,1%, après 6,1% en 2014, en relation avec la situation relevée au Nigeria.

Au sein de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, le PIB réel s'est accru de 6,6%, en liaison avec les résultats favorables de la campagne agricole 2014/2015 et la bonne tenue de l'activité dans le secteur minier.

Au plan des prix, l'inflation est ressortie à 1,0% en 2015 après -0,1% en 2014, en liaison avec le renchérissement des produits alimentaires locaux et des matériaux de construction.

Pour leur part, **les politiques monétaires** ont été accommodantes. La BCE a renforcé ses mesures d'assouplissement quantitatif tout en maintenant son taux directeur proche de zéro. Des actions correctives pour contenir les pressions inflationnistes ont été observées dans les pays émergents et en développement, notamment au Brésil, où la Banque Centrale a procédé à un resserrement de son action monétaire.

L'année 2015 a été également marquée par la décision d'intégration de la monnaie chinoise dans le panier du DTS⁽¹⁾ et de la création de deux nouvelles institutions financières, la Nouvelle Banque de Développement par les BRICS et la Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures par la Chine.

Dans la sous-région ouest africaine, la plupart des Banques Centrales ont maintenu inchangés leurs taux directeurs, à l'exception du Nigeria qui a révisé à la baisse ses taux.

Dans la même dynamique, la BCEAO a poursuivi une politique monétaire accommodante, afin de soutenir l'activité économique tout en préservant une stabilité des prix.

Sur le **marché des changes**, la monnaie européenne s'est dépréciée par rapport au dollar US. Ainsi, le taux de change euro/dollar est passé, en moyenne annuelle, de 1,3005 dollar en 2014 à 1,1259 dollar en 2015.

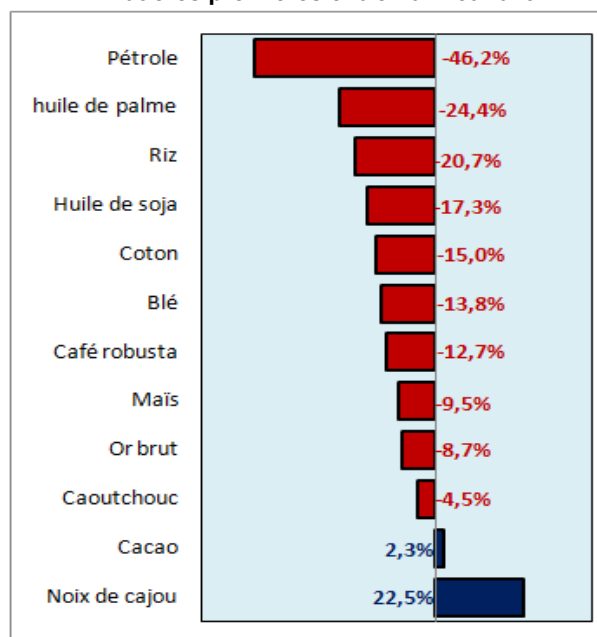
Au cours de l'année 2015, les **marchés des matières premières** ont été caractérisés par la poursuite de la baisse des cours. Ce mouvement, amorcé en 2014, s'est poursuivi avec un repli significatif des cours du pétrole (-46,2% ; cf Graphique 2), des corps gras alimentaires, notamment l'huile de palme (-24,4%) et l'huile de soja (-17,3%) ainsi que des céréales. Pour ces dernières, la détente des prix a été plus perceptible pour le riz (-20,7%), le blé (-13,8%) et le maïs (-9,5%).

Les cours de l'or brut et du caoutchouc ont également reculé respectivement de 8,7% et de 4,5%. En revanche, les prix de la noix de cajou et du cacao ont augmenté sur la période.

Au niveau des **marchés financiers**, les indicateurs se sont bien tenus en 2015. **Source : BCEAO**

Les principales places financières mondiales ont affiché des performances positives. Sur le marché sous-régional, la BRVM a également enregistré une évolution favorable de ses indices.

Graphique 2 : Variation des cours des principales matières premières entre 2014 et 2015



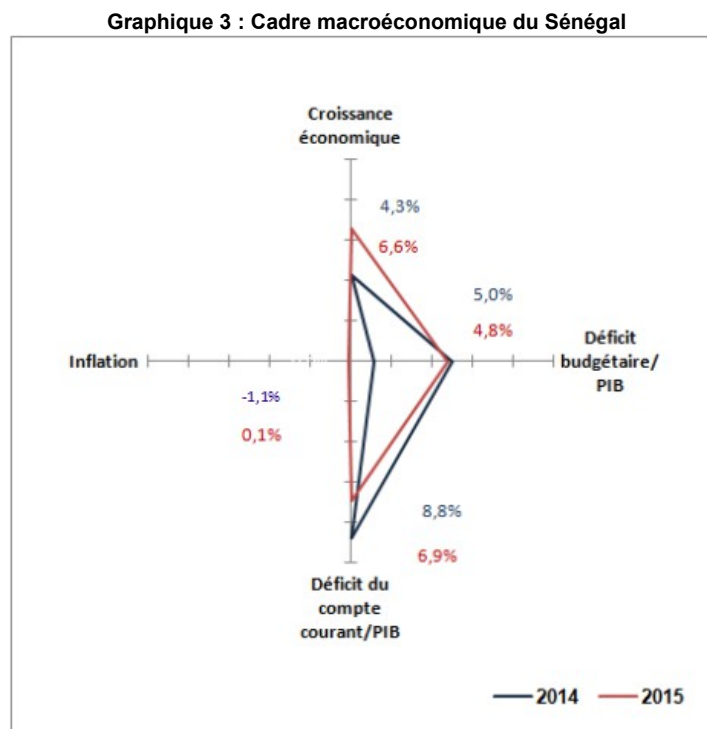
(1) Le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International (FMI) a approuvé le 30 novembre 2015 l'inclusion de la monnaie chinoise, le renminbi (RMB) ou yuan, dans les Droits de Tirages Spéciaux (DTS), panier de devises qui sert d'actif de réserve internationale de l'Institution. Cette mesure est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2016.

Au plan interne, une redynamisation de l'activité économique a été observée en 2015, dans un contexte de démarrage des projets du Plan Sénégal Emergent (PSE), mais également de repli des prix internationaux des matières premières. La croissance du PIB réel a été estimée à 6,6% en 2015 après 4,3% en 2014, en relation notamment avec les résultats positifs de la campagne agricole, la contribution du secteur secondaire, à la faveur de la bonne tenue de l'activité minière soutenue par les exportations de zircon et de titane ainsi que par la relance de la production d'acide phosphorique à la suite de la recapitalisation des Industries Chimiques du Sénégal (ICS).

Les prix à la consommation sont ressortis en légère hausse de 0,1% après un repli de 1,1% en 2014, sous l'effet du renchérissement des produits alimentaires.

Selon l'origine, les produits importés ont contribué à contenir l'inflation, avec une baisse de 1,9%, la hausse étant attribuable aux produits locaux et frais.

Sur le plan des finances publiques, la gestion budgétaire a été marquée par un repli du déficit de 0,2 point de pourcentage qui s'est établi à 4,8% du PIB en 2015.



Sources : BCEAO/DGPPE

L'encours de la dette publique est ressorti à 4.597,7 milliards, soit 57,1% du PIB en 2015, en hausse de 484,6 milliards par rapport à l'année 2014 où il avait représenté 54,4% du PIB. La part de la dette extérieure a diminué de 2,7 points pour s'établir à 72,0% de l'encours total de la dette publique.

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit du compte des transactions courantes rapporté au PIB a poursuivi son allègement en ressortant à 6,9% en 2015 après 8,8% enregistré un an auparavant, sous l'effet de la consolidation de l'excédent du compte du revenu secondaire et de l'atténuation du déficit commercial. Toutefois, il convient de relever la persistance des déficits des comptes des services et du revenu primaire.

L'excédent du compte de capital, arrêté à 202,7 milliards, a contribué à l'atténuation du besoin de financement de l'économie évalué à 356,0 milliards contre 449,8 milliards un an plus tôt.

Le solde du compte financier, hors variation des avoirs extérieurs nets du système monétaire, s'est établi à 511,9 milliards contre 663,1 milliards en 2014, contribuant ainsi à la résorption du déséquilibre des comptes non financiers par des entrées nettes au titre des investissements directs étrangers, des investissements de portefeuille et des autres investissements.

Au total, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire à 160,5 milliards en 2015 après 217,9 milliards un an auparavant. En tenant compte des flux de la balance des paiements et des autres flux, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN) débitrice s'est dégradée de 0,4 point de pourcentage du PIB en ressortant à -59,3% du PIB en 2015.

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Au cours de l'année 2015, le solde déficitaire des transactions sur biens, services et revenus entre les résidents et les non-résidents a poursuivi sa tendance à la baisse, amorcée en 2013, en ressortant à 558,7 milliards. Le repli de 107,2 milliards résulte d'une réduction du déficit de la balance commerciale et d'une consolidation de l'excédent du compte de revenu secondaire.

Tableau 1 : Evolution du compte des transactions courantes (en millions de FCFA)

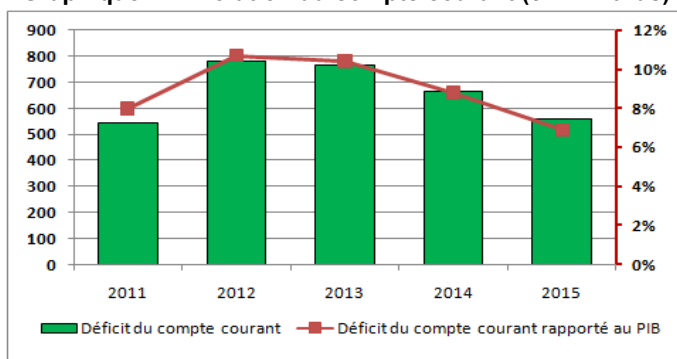
Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Biens et Services	-1 242 234,1	-1 523 843,0	-1 526 934,3	-1 448 823,1	-1 342 909,0
Biens	-1 183 618,0	-1 468 932,0	-1 471 021,4	-1 383 245,6	-1 274 409,0
Services	-58 616,1	-54 911,0	-55 912,8	-65 577,5	-68 500,0
Revenu primaire	-132 819,0	-153 840,0	-159 476,0	-186 512,3	-231 520,4
Revenu secondaire	833 973,0	897 550,0	920 930,7	969 434,5	1 015 769,4
Solde du compte courant	-541 080,1	-780 132,0	-765 479,6	-665 900,9	-558 660,0
PIB Nominal (en millions F CFA)	6 772 233,6	7 246 485,3	7 314 993,9	7 556 964,6	8 049 621,5
Solde courant rapporté au PIB	-8,0%	-10,7%	-10,4%	-8,8%	-6,9%

Sources : BCEAO/ANSD/DPEE

Le déficit du compte courant rapporté au PIB s'est établi à 6,9% contre 8,8% l'année précédente, se situant à 2,0 points au dessous de la moyenne notée sur les cinq dernières années.

La tendance à la baisse du déficit du compte courant s'explique par une progression de l'excédent du compte du revenu secondaire (+4,8%), soutenu essentiellement par les envois de fonds des migrants, et l'amélioration du compte commercial dans un contexte de détente des cours mondiaux des principales matières premières importées. Il convient également de relever la bonne tenue des expéditions de produits arachidiers et miniers.

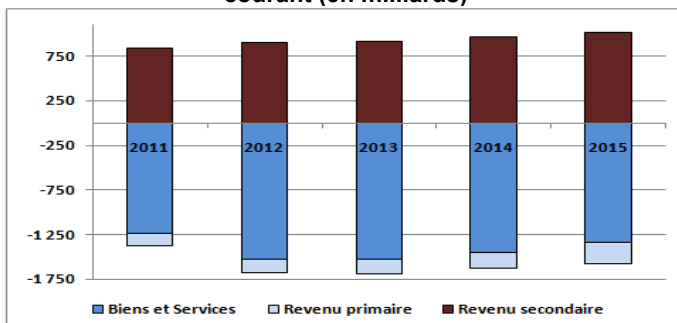
Graphique 4 : Evolution du compte courant (en milliards)



Source : BCEAO

Le compte des services s'est dégradé de 2,9 milliards, en liaison avec les paiements au titre des services de transport maritime qui ont suivi le volume des importations. Le solde du compte a été atténué par les postes «autres services» et «voyages». Pour ce dernier, l'excédent, légèrement orienté à la hausse, traduit une certaine reprise du secteur après les potentiels effets défavorables de l'épidémie à la fièvre hémorragique à virus

Graphique 5 : Evolution des composants du compte courant (en milliards)



Source : BCEAO

Ebola sur le secteur touristique au plan sous-régional en 2014. Pour sa part, le déficit du compte de revenu primaire s'est creusé, sous l'effet des sorties nettes au titre des revenus d'investissement et des paiements d'intérêt sur la dette extérieure.

I.1-BALANCE COMMERCIALE

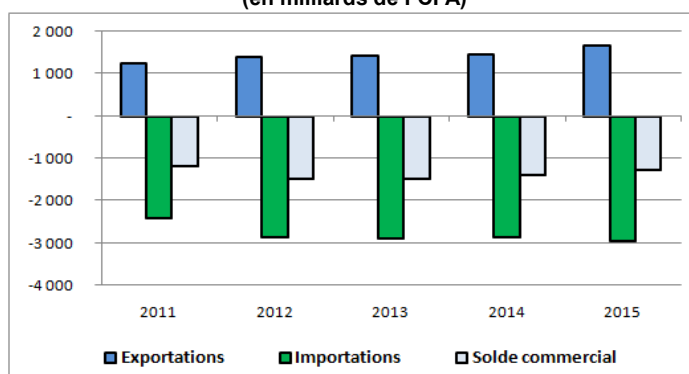
Le compte de biens, composé de marchandises générales, des exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international et des opérations sur l'or non monétaire est ressorti à 1.274,4 milliards, en amélioration de 108,8 milliards par rapport à l'année 2014. En effet, les exportations se sont accrues de 13,3% alors que les importations ont progressé de 3,1%.

En relation avec la croissance du PIB, une amélioration des indicateurs du commerce a été observée. En effet, rapporté au PIB, le déficit de la balance commerciale s'est chiffré à 15,8% en 2015 après 18,3% en 2014.

Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 51,6% en 2014 à 56,7% en 2015.

Le taux d'ouverture⁽²⁾ de l'économie à l'égard des marchés extérieurs est ainsi ressorti relativement stable à 28,3%.

Graphique 6 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de FCFA)



Sources : BCEAO / ANSD

Tableau 2 : Compte de biens (en millions de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales					
- Exportations	1 119 974,0	1 179 530,1	1 231 868,4	1 289 539,5	1 499 473,7
- Importations	2 419 297,0	2 870 074,6	2 892 673,1	2 855 561,4	2 943 099,6
Exportations nettes et négoce internationale	0,0	114,0	132,0	488,0	1 215,3
Or non monétaire					
- Exportations	116 802,0	222 336,3	190 488,0	182 713,6	168 483,5
- Importations	1 097,0	837,9	836,7	425,2	481,5
Total des exportations de biens	1 236 776,0	1 401 980,4	1 422 488,4	1 472 741,1	1 669 172,5
Total des importations de biens	2 420 394,0	2 870 912,5	2 893 509,8	2 855 987,1	2 943 581,5
Solde commercial	-1 183 618,0	-1 468 932,1	-1 471 021,4	-1 383 246,0	-1 274 409,0
PIB nominal (en millions F CFA)	6 772 233,6	7 246 485,3	7 314 993,9	7 556 964,6	8 049 621,5
Exportations/PIB	18,2%	19,3%	19,4%	19,5%	20,7%
Importations/PIB	35,7%	39,6%	39,5%	37,8%	36,6%
Exportations/Importations	51,1%	48,8%	49,2%	51,6%	56,7%
Taux d'ouverture de l'économie	27,0%	29,4%	29,7%	28,3%	28,3%

Sources : BCEAO/ANSD/DGPPE

I.1.1- Exportations de Biens

Les exportations de biens se sont fortement accrues de 13,3% pour s'établir à 1.669,2 milliards après 1.472,7 milliards en 2014. Cette évolution reflète principalement un accroissement des ventes des produits arachidières, d'acide phosphorique, de phosphates ainsi qu'une hausse des expéditions de nouveaux minerais avec le démarrage de l'exploitation du zircon et du titane.

(2) Le taux d'ouverture, pour un pays, mesure la part de ses échanges avec l'extérieur (moyenne des importations et des exportations) dans son PIB. C'est un indicateur de la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur.

I.1.1.a. Orientation géographique des exportations

Les expéditions de marchandises à l'étranger restent essentiellement destinées aux pays de la sous-région ouest africaine, notamment ceux de l'UEMOA. La part du continent asiatique s'est renforcée, à la faveur des ventes de produits chimiques, halieutiques et horticoles.

Les ventes à destination des pays africains se sont consolidées en passant de 651,7 milliards en 2014 à 745,7 milliards en 2015. Toutefois, un fléchissement de 0,8 point de leur part dans la valeur totale des exportations a été observée. La zone CEDEAO (39,4% contre 41,8%) est la principale destination, consécutivement à la contribution de la zone UEMOA dont les expéditions ont progressé de 42,5 milliards.

Tableau 3 : Orientation géographique des exportations de marchandises générales (en millions de FCFA)

	2011		2012		2013		2014		2015	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Exportations	1 119 974,0	100,0	1 179 530,1	100,0	1 231 868,4	100,0	1 289 539,5	100,0	1 499 473,7	100,0
Union Européenne	178 412,0	15,9	172 381,9	14,6	204 608,6	16,6	230 004,9	17,8	253 496,2	16,9
dont France	53 041,0	4,7	57 493,5	4,9	54 883,0	4,5	63 927,7	5,0	59 313,4	4,0
États-Unis	2 021,0	0,2	5 077,1	0,4	14 007,9	1,1	21 747,4	1,7	38 223,4	2,5
Japon	4 902,0	0,4	5 399,0	0,5	2 080,7	0,2	3 164,7	0,3	3 956,4	0,3
Inde	168 169,0	15,0	148 374,1	12,6	85 783,3	7,0	30 028,0	2,3	82 870,9	5,5
Chine	8 773,0	0,8	8 077,3	0,7	11 108,1	0,9	19 865,8	1,5	70 997,0	4,7
Thaïlande	2 469,0	0,2	1 568,6	0,1	378,8	0,0	889,2	0,1	471,8	0,0
CEDEAO	552 806,5	49,4	545 281,1	46,2	557 949,3	45,3	539 607,6	41,8	591 065,9	39,4
UEMOA	432 492,3	38,6	383 669,7	32,5	409 236,1	33,2	419 088,1	32,5	461 614,2	30,8
Bénin	10 397,6	0,9	11 735,2	1,0	10 689,4	0,9	17 874,2	1,4	14 943,3	1,0
Burkina Faso	21 957,7	2,0	33 707,0	2,9	33 377,7	2,7	33 594,1	2,6	27 073,6	1,8
Côte d'Ivoire	36 512,4	3,3	49 579,4	4,2	51 620,2	4,2	51 733,8	4,0	77 971,4	5,2
Guinée-Bissau	30 648,0	2,7	37 100,2	3,1	46 879,2	3,8	49 251,7	3,8	48 159,7	3,2
Mali	317 130,1	28,3	227 749,5	19,3	238 116,9	19,3	245 520,2	19,0	260 015,0	17,3
Niger	6 044,6	0,5	8 363,0	0,7	8 308,2	0,7	6 212,1	0,5	15 270,4	1,0
Togo	9 801,9	0,9	15 633,4	1,3	20 244,5	1,6	14 902,0	1,2	18 180,8	1,1
Autres Etats CEDEAO	120 314,2	10,7	161 611,4	13,7	148 713,2	12,1	120 519,5	9,3	129 451,7	8,3
dont Nigéria	4 350,0	0,4	7 165,4	0,6	4 868,6	0,4	7 749,4	0,6	6 389,5	0,4
Gambie	37 524,0	3,4	46 692,9	4,0	50 583,3	4,1	46 044,4	3,6	53 303,2	3,4
R. Guinée	55 136,0	4,9	62 281,1	5,3	63 418,6	5,1	55 817,7	4,3	58 642,9	3,7
Mauritanie	31 375,0	2,8	41 802,6	3,5	36 020,0	2,9	36 048,8	2,8	31 240,6	2,0
Autres clients	171 046,5	15,3	251 568,2	21,3	319 931,7	26,0	408 183,0	31,7	427 151,5	28,5
Continent américain	4 271,0	0,4	6 536,9	0,6	21 803,1	1,8	31 396,1	2,4	46 437,6	3,1
Continent asiatique	243 731,0	21,8	259 955,7	22,0	209 495,4	17,0	194 945,0	15,1	291 963,1	19,5
Continent africain	575 304,0	51,4	601 788,0	51,0	637 704,9	51,8	651 739,2	50,5	745 707,5	49,7
Continent européen	278 944,0	24,9	301 456,6	25,6	344 138,4	27,9	369 768,7	28,7	398 933,4	26,6
Autres	17 724,0	1,6	9 792,8	0,8	18 726,6	1,5	41 690,5	3,3	16 432,0	1,1

Sources : BCEAO/ANSD/DGPPE

Le marché européen est la deuxième destination des exportations avec 26,6% des parts de marché contre 28,7% en 2014. La part du marché asiatique a progressé de 4,4 points pour s'établir à 19,5%. Les ventes sur le continent américain représentent près de 3,1% des exportations.

Le Mali est le premier client du Sénégal. Ce pays est destinataire de 17,3% (260,0 milliards) des exportations contre 19,0% (245,5 milliards) en 2014. Les ventes à destination de ce pays sont composées essentiellement de ciment, de produits pétroliers, d'engrais, de céréales et de produits alimentaires divers. La Côte d'Ivoire (5,2% contre 4,0%), la Guinée-Bissau (3,2% contre 3,8%) et le Burkina Faso (1,8% contre 2,6%) cumulent 10,2% des expéditions des produits sénégalais dans la zone.

La valeur des expéditions sur le marché européen a progressé de 7,8% en rythme annuel, s'établissant à 398,9 milliards. Elle sont constituées essentiellement de produits miniers, halieutiques et horticoles.

La part des exportations vers le continent asiatique a progressé de 4,4 points en 2015 pour atteindre 19,5% et d'une valeur de 291,9 milliards contre 194,9 milliards en 2014. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations de produits arachidières et d'acide phosphorique. Le continent américain reçoit 3,1% des exportations d'une valeur de 46,4 milliards et les produits concernés sont principalement les textiles et les biens intermédiaires.

1.1.1.b. Répartition des exportations par groupes de produits

Au regard de l'évolution des exportations de biens au cours des quatre dernières années, il convient de souligner que l'effort d'exportation s'est amélioré de 1,7 point par rapport à la moyenne (19,0%) des cinq dernières années.

L'évolution des exportations est liée à celle des minerais (55,1 milliards contre 9,9 milliards en 2014), des produits arachidières (85,5 milliards contre 29,2 milliards), des phosphates (34,0 milliards contre 17,9 milliards) et de l'acide phosphorique (94,0 milliards contre 51,3 milliards).

Tableau 4 : Exportations de marchandises générales par principaux produits (en millions de FCFA)

Produits	2011	2012	2013	2014	2015
Sel marin	8 739,4	8 869,0	9 192,2	8 378,7	11 602,3
Minerais lourds (Zircon, Titane, etc.)	0,0	146,9	259,2	9 918,1	55 069,6
Produits pétroliers	176 555,3	184 006,0	217 316,4	227 473,6	211 954,9
Produits arachidières	47 217,3	20 868,6	33 546,0	29 207,9	85 545,2
Phosphates	4 731,6	8 066,8	9 134,8	17 940,7	34 034,9
Coton	11 385,2	10 990,4	11 622,9	11 257,9	9 074,4
Produits horticoles	23 140,4	25 434,9	43 994,3	47 642,9	44 758,2
Produits de la pêche	143 149,7	134 532,6	155 268,5	191 974,4	203 095,9
Ciment	112 228,3	111 908,9	81 839,1	91 728,2	104 904,3
Acide phosphorique	160 695,4	140 352,5	81 745,3	51 305,7	94 045,9
Engrais	6 161,3	3 764,5	5 668,2	15 716,8	6 218,0
Produits manufacturés	111 717,0	136 219,6	155 187,6	138 351,0	135 650,1
<i>dont préparations alimentaires diverses</i>	34 982,9	47 843,5	65 459,6	62 703,3	68 624,2
<i>produits textiles et chaussures</i>	7 012,4	13 581,1	28 738,2	37 555,5	37 555,5
Autres produits d'exportation	392 919,3	550 903,7	540 304,6	558 822,9	572 035,0
<i>dont biens d'équipement</i>	44 881,0	64 116,0	51 830,6	84 912,2	77 300,3
TOTAL (Commerce Général FOB)	1 198 640,3	1 335 917,6	1 344 819,5	1 390 070,5	1 568 985,9
Ajustements de valeur	54 548,0	66 049,4	62 657,0	69 411,8	79 851,0
Ajustements de champ couvert	-112 206,4	-218 607,3	-169 425,5	-166 743,6	-131 474,8
Ajustements de chronologie	-21 008,1	-3 829,6	-6 182,7	-3 199,3	-17 888,4
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	1 119 973,9	1 179 530,1	1 231 868,4	1 289 539,5	1 499 473,7

Sources : BCEAO/ANSD

Encadré 1 : Ajustement des données du Commerce Extérieur en Balance des Paiements

Les données nécessaires à l'élaboration de la balance des paiements sont tirées de plusieurs sources notamment, les statistiques du commerce international des biens, les enquêtes auprès des entreprises et les données fournies par les partenaires économiques et financiers.

Les Statistiques du Commerce International de Marchandises (SCIM) sont les principales sources d'informations sur les produits échangés (importation et exportation). Elles peuvent être établies sur la base du commerce spécial ou général. Le second système est recommandé, aux fins des statistiques des comptes internationaux, en ce qu'il retrace les mouvements des biens qui entrent sur le territoire économique, y compris dans les entrepôts de douane et dans les zones franches. Pour une meilleure appréciation des échanges sur les principaux produits importés et exportés, les informations sont complétées par les données recueillies auprès des opérateurs économiques.

En effet, les données fournies par la Douane font état du mouvement physique des biens qui franchissent la frontière, tandis que pour la Balance des Paiements, les transactions sur marchandises générales sont enregistrées à la date de transfert de propriété aux prix du marché. Les biens sont considérés comme changeant de propriétaire lorsque les parties comptabilisent les biens dans leurs livres comme actifs réels et apportent les modifications correspondantes à leurs actifs et passifs financiers.

La disponibilité des différentes informations permet de procéder à des ajustements pour répondre à la méthodologie d'établissement de la balance des paiements, en termes de champ couvert, de transfert de propriété et d'évaluation des transactions.

Ajustements de champ couvert : les statistiques du commerce extérieur sont ajustées des données du commerce frontalier ainsi que des estimations des services douaniers sur le commerce frauduleux. Par ailleurs, un reclassement des exportations d'or non monétaire est effectué pour tenir compte de l'exclusion de ce produit du champ des marchandises générales, conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel de la balance des paiements.

Ajustements de chronologie : ils sont fondés sur le fait que les transactions enregistrées sont celles effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet de corriger l'écart issu des décalages entre les dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs.

Ajustements de valeur : un problème d'évaluation se pose dans certains cas, en raison notamment de l'utilisation de valeurs spécifiques dans les statistiques douanières, dans la mesure où de telles valeurs peuvent être différentes de celles obtenues en appliquant les prix de marché qui doivent être retenus pour la valorisation des marchandises en balance des paiements.

En pratique, pour chaque produit, le prix du marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et celui résultant des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières.

Tableau 5 : Exportations de marchandises générales ajustées (en millions, en tonne, en FCFA/kg)

	2011		2012		2013		2014		2015	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Sel marin	11 174,0	1,0	11 295,0	1,0	10 483,0	0,9	10 883,0	0,8	17 547,3	1,2
Volume	219,0		212,4		203,7		203,4		342,8	
Prix	51,0		53,2		51,5		51,6		51,2	
Produits Pétroliers	193 733,0	17,3	207 755,0	17,6	218 534,0	17,7	233 343,6	18,1	211 954,9	14,1
Volume	485,8		462,6		487,8		572,4		578,2	
Prix	398,8		449,1		448,0		407,7		366,6	
Produits arachidières	47 217,0	4,2	20 868,6	1,8	33 546,0	2,7	29 545,1	2,3	86 545,2	5,8
Huile Brute	39 505,0	3,5	13 873,2	1,2	18 252,4	1,5	20 783,7	1,6	38 952,5	2,6
Quantité	62,3		22,2		28,7		34,1		52,3	
Prix	634,1		624,6		635,7		609,6		754,5	
Tourteaux	2 293,8	0,2	146,3	0,0	4 160,2	0,3	3 997,0	0,3	1 640,6	0,1
Quantité	48,5		1,2		18,9		17,0		8,5	
Prix	159,0		203,5		211,5		214,7		192,2	
Graines	5 418,2	0,5	6 849,1	0,6	11 133,4	0,9	4 764,4	0,4	45 952,1	3,1
3,1Quantité	16,0		22,2		28,5		12,8		99,8	
Prix	321,8		308,5		390,6		372,9		460,6	
Phosphates	5 896,0	0,5	8 066,8	0,7	9 134,8	0,7	16 170,0	1,3	34 034,9	2,3
Quantité	179,3		208,1		287,5		500,6		752,4	
Prix	32,9		38,8		31,8		32,3		45,2	
Coton	11 385,0	1,0	11 270,0	1,0	12 519,0	1,0	12 819,0	1,0	9 074,4	0,6
Quantité	13,6		12,5		13,7		13,5		12,7	
Prix	837,1		898,6		915,6		991,6		714,7	
Ciment	97 400,0	8,1	95 483,0	8,1	81 839,1	6,6	82 393,0	6,4	90 902,0	6,1
Quantité	1 987,8		2 159,5		1 804,0		1 918,4		2 052,9	
Prix	49,0		44,2		45,4		42,9		44,3	
Produits de la Pêche	197 697,4	17,7	176 833,0	15,0	204 990,5	16,6	232 963,2	18,1	264 980,0	17,7
Poissons frais	52 560,0	4,7	36 296,9	3,1	36 676,0	3,0	40 834,1	3,2	38 517,5	2,6
Quantité	8,3		6,0		6,1		6,4		6,3	
Prix	6 356,3		6 082,9		6 357,0		6 423,4		6 160,0	
Poissons congelés	135 136,7	12,1	134 526,5	11,4	152 646,0	12,4	178 236,0	13,8	211 774,5	14,1
Quantité	101,7		98,8		108,8		129,8		157,1	
Prix	1 328,8		1 361,7		1 403,0		1 373,1		1 348,4	
Conserves	1 516,9	0,1	1 154,5	0,1	4 079,0	0,3	4 867,4	0,4	4 990,0	0,3
Quantité	0,9		0,8		2,8		3,3		3,6	
Prix	1 648,8		1 413,0		1 455,0		1 472,9		1 377,2	
Produits transformés	8 483,8	0,8	4 855,0	0,4	11 589,0	0,9	9 025,7	0,7	9 698,0	0,6
Quantité	4,3		2,9		7,1		5,6		6,1	
Prix	1 973,0		1 669,1		1 632,0		1 609,4		1 577,2	
Produit des ICS	160 652,0	14,3	162 093,5	13,7	95 615,2	7,8	62 106,8	4,8	90 429,9	6,0
Acide phosphorique	156 847,0	14,0	158 329,0	13,4	89 947,0	7,3	46 390,0	3,6	84 128,4	5,6
Quantité	363,7		348,6		266,4		135,2		180,1	
Prix	431,3		454,2		337,6		343,0		467,2	
Engrais solide	3 805,0	0,3	3 764,5	0,3	5 668,2	0,5	15 716,8	1,2	6 301,5	0,4
Quantité	20,3		22,0		30,9		50,5		18,5	
Prix	187,4		171,1		183,2		311,4		339,8	
Autres	394 819,6	35,3	485 865,2	41,2	565 206,8	45,9	609 311,8	47,2	694 005,0	46,2
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	1 119 974,0	100	1 179 530,1	100	1 231 868,4	100,0	1 289 539,5	100	1 499 473,7	100,0

Sources : ANSD/BCEAO

I.1.1.b.1 - Exportations de produits traditionnels

En 2015, une mutation a été observée au niveau des exportations de produits arachidiers avec la prépondérance des exportations de graines d'arachide dont les ventes ont fortement augmenté, comparativement à l'année précédente, au détriment des expéditions de tourteaux et d'huile brute.

Les exportations de produits arachidiers sont passées de 29,5 milliards en 2014 à 86,5 milliards en 2015 et représentent 5,8% des exportations totales contre 2,8% un an plus tôt. Les ventes de graines d'arachide sont chiffrées à 45,9 milliards contre 4,7 milliards en 2014 sous l'effet de la demande chinoise⁽³⁾, tandis que celles d'huile d'arachide ont progressé de 87,0% pour atteindre 38,9 milliards.

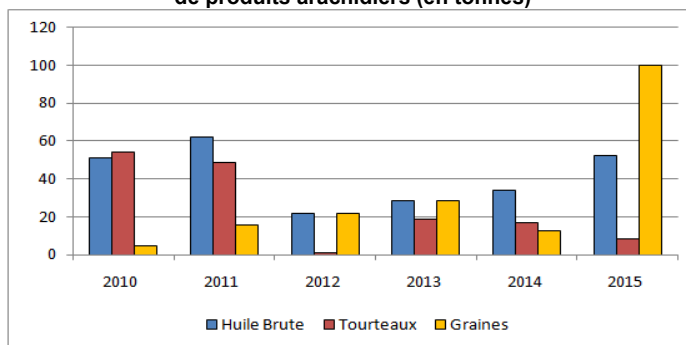
Les graines d'arachide et l'huile brute ont été expédiées respectivement vers l'Asie et le continent européen.

Les exportations de produits halieutiques se sont accrues de 13,7% pour ressortir à 265,0 milliards. Elles représentent 17,7% des exportations totales et sont constituées de produits congelés (211,8 milliards) et de produits frais (38,5 milliards). Pour leur part, les ventes de produits transformés et de conserves sont estimées respectivement à 9,7 milliards et 4,9 milliards. En référence à l'orientation géographique, les produits sont expédiés vers l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

Les expéditions de produits chimiques se sont également inscrites en hausse, reflétant un retour à la normale des ventes des ICS, consécutivement à la recapitalisation de l'entreprise, avec l'arrivée d'Indorama en 2014.

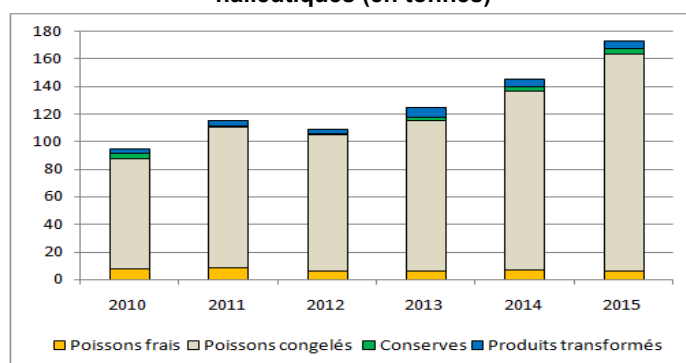
Ainsi, les exportations ont augmenté de 46% en s'établissant à 90,4 milliards, tirées principalement par les livraisons d'acide phosphorique qui sont passées de 46,4 milliards en 2014 à 84,1 milliards en 2015, un repli étant noté au titre des ventes d'engrais chimiques.

Graphique 7 : Evolution des exportations de produits arachidiers (en tonnes)



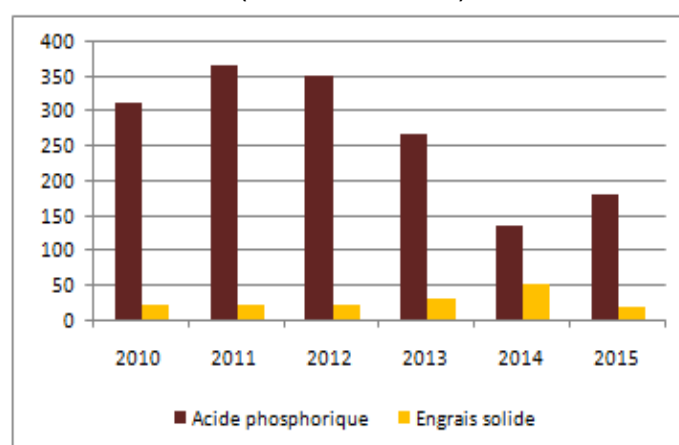
Sources : BCEAO / ANS

Graphique 8 : Evolution des exportations de produits halieutiques (en tonnes)



Sources : BCEAO / ANSD

Graphique 9 : Exportations de produits chimiques (en milliers de tonnes)

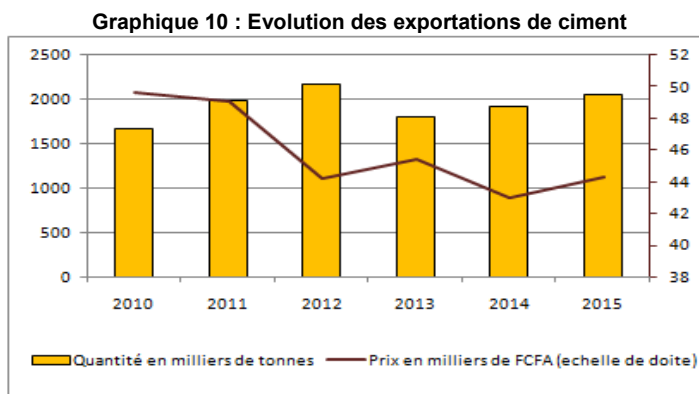


Sources : BCEAO / ANSD

(3) Les ventes de graines d'arachide ont été destinées principalement à la Chine.

S'agissant des exportations de ciment, après la baisse observée en 2013, elles se sont inscrites sur une tendance haussière en s'établissant à 90,9 milliards en 2015. Cette évolution est imputable à celle des quantités et à un redressement modéré des prix.

Les ventes sont réalisées essentiellement vers les pays limitrophes (Mali, Gambie, Guinée Bissau, etc.).



Sources : BCEAO/ANSD

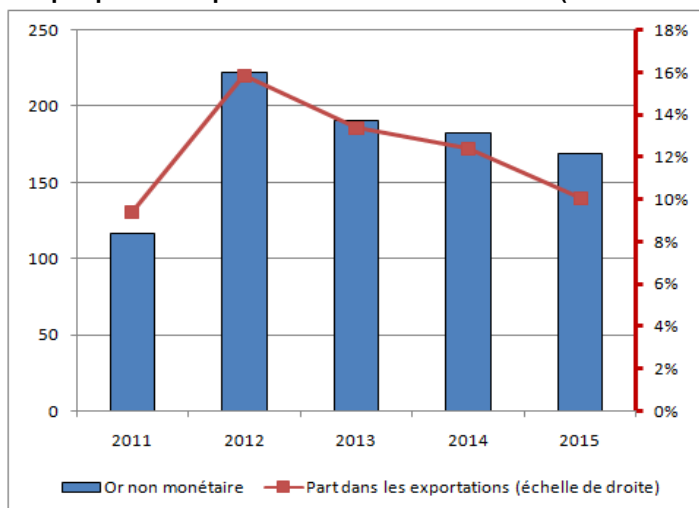
I.1.1.b.2 - Or non monétaire

Au cours de la période sous revue, les ventes extérieures d'or non monétaire sont évaluées à 168,5 milliards contre 182,7 milliards en 2014, soit un repli de 7,7%, en raison de la baisse des cours et des quantités.

L'essentiel du minerai extrait est expédié vers la Suisse et, dans une moindre mesure, les Emirats Arabes Unis.

Il ressort de l'analyse des exportations que la contribution de l'or non monétaire aux exportations poursuit une tendance à la baisse amorcée en 2013.

Graphique 11 : Exportations d'or non monétaire (en milliards)



Sources : BCEAO/ANSD

I.1.2. Importations de biens

Les achats de biens à l'étranger se sont accrus de 3,1% pour ressortir à 2.943,6 milliards en 2015, sous l'effet d'une augmentation des importations de biens d'équipement, de biens intermédiaires et alimentaires. Par ailleurs, une baisse significative de la facture énergétique a été observée, à la faveur du repli des cours du pétrole.

Tableau 6 : Importations de biens par rubriques (en millions de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	2 419 297,0	2 870 074,6	2 892 673,1	2 855 561,6	2 943 099,6
Or non monétaire	1 097,0	837,9	836,7	425,5	481,5
Total des importations de biens	2 420 394,0	2 870 912,5	2 893 509,8	2 855 987,1	2 943 581,1
Importations de biens/PIB	35,7%	39,6%	39,5%	37,8%	36,6%

Sources : ANSD/BCEAO

Les acquisitions de biens ont représenté 36,6% du PIB contre 37,8% en 2014. La structure des achats par pays laisse apparaître une prédominance des approvisionnements en provenance des continents européen et asiatique.

I.1.2.a. Orientation géographique des importations

Le continent européen reste le principal fournisseur du Sénégal avec 47,1% des parts de marché, malgré une baisse de 2,1 points de pourcentage par rapport à 2014. Il est suivi de l'Asie (25,9%), de l'Afrique (19,5%) et du continent américain (6,5%).

Tableau 7 : Orientation géographique des importations (valeur en millions de FCFA)

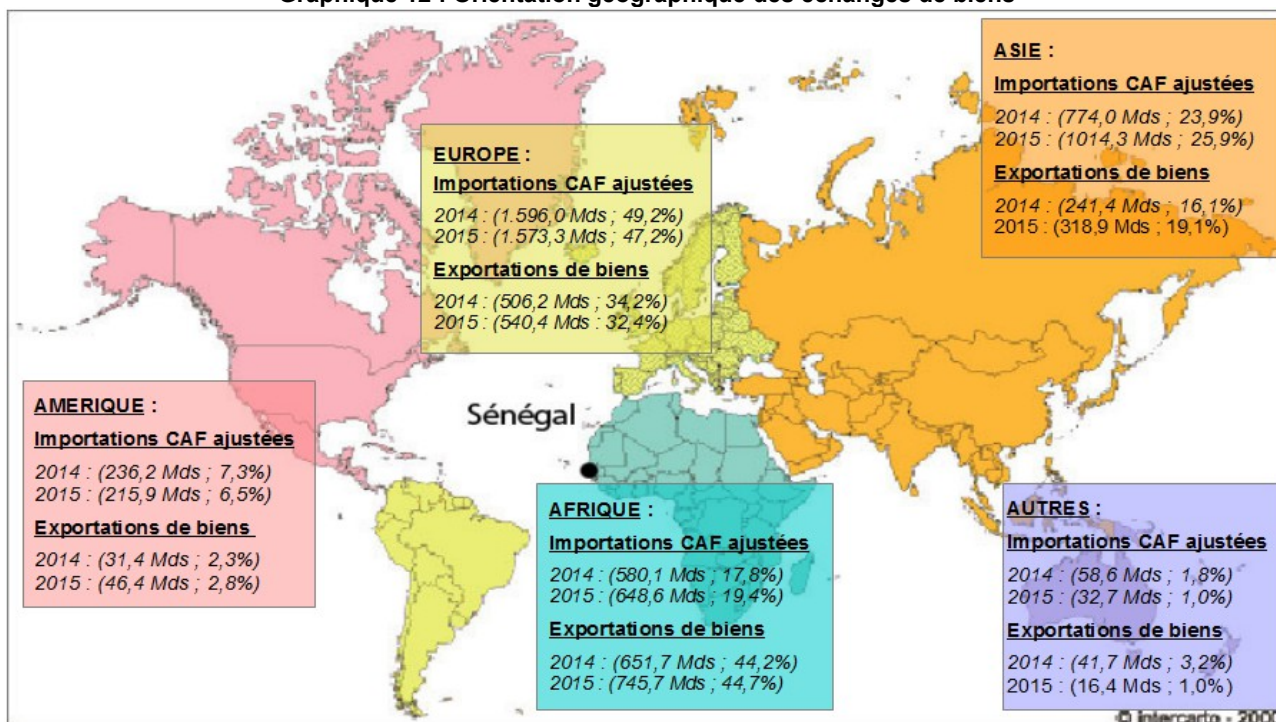
	2011		2012		2013		2014		2015	
	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%
Importations CAF	2 749 201,0	100,0	3 261 448,0	100,0	3 287 129,0	100,0	3 244 956,2	100	3 334 831,3	100,0
Union Européenne	1 169 650,0	42,5	1 250 301,0	38,3	1 404 526,0	42,7	1 446 115,2	44,6	1 337 308,2	40,1
dont : France	497 605,0	18,1	479 433,0	14,7	504 559,0	15,3	534 284,2	16,5	545 332,9	16,4
Autres pays UE	672 045,0	24,4	770 869,0	23,6	899 967,0	27,4	911 831,0	28,1	791 975,3	23,7
États-Unis	131 961,6	4,8	81 536,0	2,5	88 331,0	2,7	69 247,7	2,1	87 598,8	2,6
Japon	43 987,2	1,6	68 490,0	2,1	70 790,0	2,2	66 523,9	2,1	77 110,6	2,3
Inde	54 984,0	2,0	215 256,0	6,6	203 997,0	6,2	191 476,3	5,9	210 020,4	6,3
Thaïlande	104 469,6	3,8	55 445,0	1,7	47 123,0	1,4	61 841,9	1,9	62 259,9	1,9
Chine	177 914,0	6,5	192 425,0	5,9	247 088,0	7,5	237 133,5	7,3	323 610,6	9,7
CEDEAO	476 060,5	17,3	587 070,0	18,0	499 628,0	15,2	403 935,7	12,4	453 046,6	13,6
UEMOA	197 797,2	7,2	198 894,0	6,1	144 458,0	4,4	137 962,7	4,3	161 162,4	4,8
Bénin	29 268,7	1,1	28 750,0	0,9	18 830,0	0,6	18 553,1	0,6	16 885,7	0,5
Burkina Faso	2 840,0	0,1	5 747,0	0,2	4 207,0	0,1	1 370,4	0,1	3 477,8	0,1
Côte d'Ivoire	93 825,2	3,4	115 035,0	3,5	72 958,0	2,2	72 977,7	2,3	75 579,6	2,3
Guinée-Bissau	18 303,0	0,7	3 595,0	0,1	3 653,0	0,1	6 773,8	0,2	3 770,3	0,1
Mali	43 064,0	1,6	34 981,0	1,1	38 910,0	1,2	20 520,3	0,6	52 067,8	1,6
Niger	4 567,9	0,2	4 941,0	0,2	801,0	0,0	867,0	0,0	787,6	0,0
Togo	5 928,4	0,2	5 845,0	0,2	5 099,0	0,2	16 900,4	0,5	8 593,6	0,3
Autres États CEDEAO	278 263,3	10,1	388 176,0	11,9	355 169,0	10,8	265 973,0	8,2	291 884,2	8,8
Dont Nigeria	277 669,3	10,1	387 411,0	11,9	347 350,0	10,6	249 615,0	7,7	267 950,7	8,0
Gambie	452,0	0,0	615,0	0,0	554,0	0,0	770,6	0,0	642,6	0,0
R. Guinée	142,0	0,0	150,0	0,0	302,0	0,0	567,0	0,0	4 190,9	0,1
Mauritanie	2 164,0	0,1	3 261,0	0,1	4 262,0	0,1	2 861,0	0,1	2 927,5	0,1
Autres fournisseurs	588 010,0	21,4	807 663,0	24,8	721 385,0	21,9	765821,0	23,6	780 948,7	23,4
Continent américain	335 402,5	12,2	293 530,0	9,0	239 506,0	7,3	236 168,7	7,3	215 917,5	6,5
Continent asiatique	607 573,4	22,1	724 042,0	22,2	781 817,0	23,8	774 015,0	23,9	864 346,6	25,9
Continent africain	511 351,4	18,6	675 120,0	20,7	652 414,0	19,8	580 104,7	17,9	648 580,5	19,5
Continent européen	1 264 632,5	46,0	1 523 096,0	46,7	1 577 194,0	48,0	1 596 044,3	49,2	1 573 319,3	47,1
Autres	30 241,2	1,1	45 660,0	1,4	36 197,0	1,1	58 623,3	1,7	32 667,4	1,0

Sources : ANSD/BCEAO

Les achats sur le marché européen portent sur les produits énergétiques, pharmaceutiques, les biens d'équipement ainsi que les céréales.

Les acquisitions en provenance des pays de l'UEMOA se sont inscrits en hausse de 16,9%, après deux années successives de baisse. Elles représentent 4,8% du total des importations et sont composées essentiellement d'animaux vivants, de produits textiles et du cru. A l'échelle de la CEDEAO, les importations représentent 13,6% contre 12,4% en 2014.

Graphique 12 : Orientation géographique des échanges de biens



Sources : BCEAO/ANSD

I.1.2.b. Composition des importations de biens

Dans un contexte de recul des cours des matières premières, les importations de biens d'équipement (848,6 milliards) ont supplanté celles des produits pétroliers (778,7 milliards) qui représentaient le premier poste d'importation. Les achats de produits alimentaires occupent la troisième place.

Tableau 8 : Evolution des importations de marchandises générales (en millions de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015
Produits alimentaires	539 191,7	637 618,5	641 098,9	598 433,1	629 708,4
Autres biens de consommation	276 767,0	329 013,2	347 420,2	366 128,6	389 915,4
Produits pétroliers	885 216,3	943 671,5	959 354,3	956 199,3	778 698,1
Biens intermédiaires	465 442,4	665 099,8	587 254,3	595 440,3	624 474,0
Biens d'équipement	574 013,0	655 421,4	685 404,5	652 706,8	848 600,7
Produits Divers	45 596,7	58 669,4	66 469,4	81 814,5	87 585,9
TOTAL (Commerce Général CAF)	2 786 226,0	3 289 493,8	3 287 001,5	3 250 722,5	3 358 982,6
Ajustements de valeur	-7 356,7	-13 682,6	-10 867,8	-15 889,1	-13 878,5
Ajustements de chronologie	-69 281,0	-51 773,4	-31 590,0	-45 254,0	-46 921,4
Ajustements de champ couvert	39 612,0	37 410,5	42 585,0	55 376,8	46 248,8
IMPORTATIONS CAF AJUSTEES	2 749 200,3	3 261 448,4	3 287 128,8	3 244 956,2	3 334 431,3

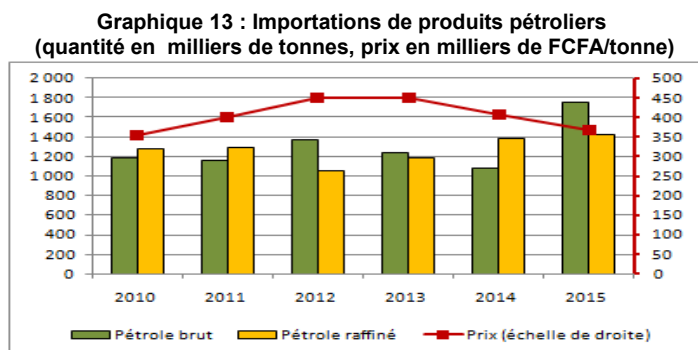
Sources : ANSD/BCEAO

Alors que la facture pétrolière a baissé, sous l'effet de la détente des cours mondiaux, celle des produits alimentaires a augmenté de 5,2%, en liaison avec la hausse des importations de riz et de blé. Du fait d'une meilleure disponibilité des capacités de raffinage, les importations de produits pétroliers finis sont restées relativement stables pendant que les approvisionnements en brut ont augmenté.

• **Les produits pétroliers**

En relation avec le repli des cours mondiaux, la facture pétrolière a baissé de 17,1% pour se situer à 778,7 milliards, soit 23,4% de la valeur des importations. Les volumes de pétrole brut ont augmenté de 61,2%, tandis que les paiements y afférents ont diminué de 2,8%.

Les produits raffinés ont progressé de 2,4% en volume et se sont repliés de 28,2% en valeur. Les achats proviennent du continent africain pour le brut et de l'Europe pour les produits raffinés.



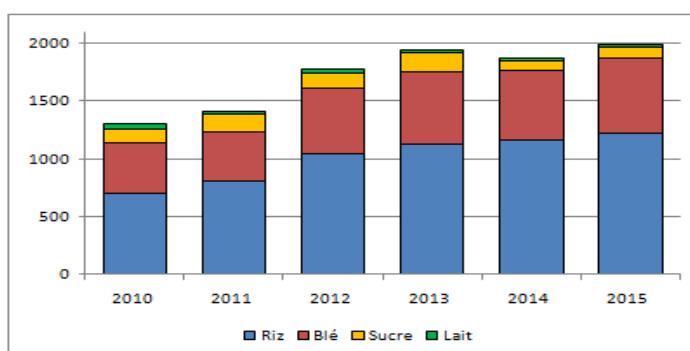
Sources : BCEAO / ANSD

• **Les produits alimentaires**

En 2015, les achats de produits alimentaires ont progressé de 5,2% en valeur pour atteindre 629,7 milliards représentant 18,8% des importations.

Cette évolution est imputable principalement à la progression des importations de riz de 10,1% en valeur et 5,7% en volume. Elles ont atteint 226,4 milliards soit 6,8% des importations et proviennent principalement de l'Asie.

Graphique 14 : Importations de produits alimentaires (en tonnes)



Sources : BCEAO / ANSD

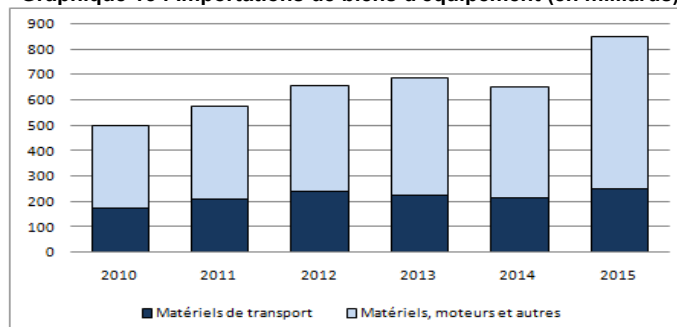
Les approvisionnements en blé sont ressortis en légère hausse (+0,7%), sous l'effet de la baisse des prix de 5,4%, les quantités importées ayant crû de 6,5%. Le blé provient essentiellement de l'Europe (France, Russie, etc.). Les achats à l'étranger de produits laitiers ont également augmenté de 29,1% en quantité, leur valeur n'ayant progressé que de 1,1%.

• **Les biens d'équipement**

Les acquisitions de biens d'équipement ont augmenté de 30,0% en 2015, se chiffrant à 848,6 milliards, constituant 25,4% des importations totales, soit le premier poste d'importation devant les produits pétroliers.

Cette évolution s'explique par celle des achats de machines, moteurs et autres biens d'équipement (+37%) ainsi que de matériels de transport (+14,8%).

Graphique 15 : Importations de biens d'équipement (en milliards)



Sources : BCEAO/ANSD

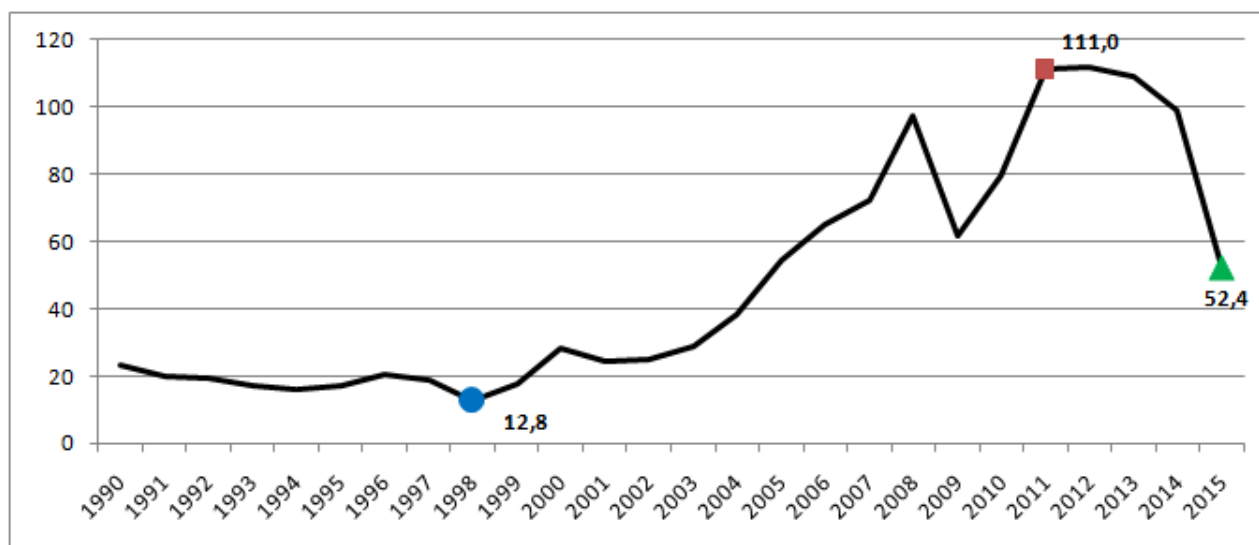
L'Europe et l'Asie, dans une moindre mesure, ont assuré la couverture des importations de biens d'équipement.

Encadré 2 : Evolution des cours du pétrole brut

Au cours de l'année 2015, les cours du pétrole ont atteint un niveau historiquement bas. La baisse des cours du pétrole, amorcée en 2014, s'est poursuivie du fait essentiellement d'une modification de l'équilibre du marché, marqué par l'offre abondante ainsi que l'affaiblissement de la croissance au niveau des principaux pays importateurs.

En effet, au cours de l'année 2015, la production pétrolière mondiale a excédé la demande de 0,5 à 1 million de barils/jour. Ce déséquilibre sur le marché pétrolier est lié à une surproduction, en relation notamment avec le retour de l'Iran dans les échanges internationaux, la rivalité entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite autour du contrôle des parts de marchés, conjuguée à une atonie de la demande induite par le ralentissement de l'économie chinoise.

Evolution des cours du baril de pétrole «brent» (en dollar US)



Sources : INSEE/BCEAO

L'excès d'offre est imputable principalement à l'augmentation de la production des pays non membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), les pays membres ayant pris l'option de maintenir leurs parts de marché convoitées par des concurrents tels que la Russie et les Etats-Unis avec le développement du pétrole de schiste.

Le ralentissement de l'activité dans les principaux pays émergents, dans un contexte d'appréciation du dollar, s'est traduit par un reflux sensible des cours du pétrole. Cette évolution a contribué à la décélération de l'inflation dans les pays avancés et à l'allègement de la balance commerciale des pays importateurs.

Pour leur part, les compagnies pétrolières, confrontées à la baisse des cours mondiaux ont limité leurs investissements et reporté le démarrage de nouveaux projets. S'il est avéré que dans le contexte actuel la détente des cours est à la faveur des consommateurs, le niveau des investissements laisse présager, de l'avis des experts du secteur, une incertitude sur la pérennité de l'offre à moyen terme.

Un rééquilibrage progressif du marché est attendu, en liaison avec un accord éventuel entre les membres de l'OPEP.

**Tableau 9 : Evolution des importations de marchandises générales ajustées
(CAF en milliards de FCFA, Volume en milliers de tonnes)**

	2011		2012		2013		2014		2015	
	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%
Produits alimentaires	531,6	19,4	639,1	19,6	641,1	19,5	598,4	18,4	629,7	18,8
Riz	176,0	6,4	231,4	7,1	227,8	6,9	205,6	6,3	226,4	6,8
Volume	807,9		1 040,9		1 123,8		1 156,8		1 222,3	
Prix	217,9		222,3		202,7		177,8		185,5	
Blé	74,1	2,7	97,0	3,0	95,2	2,9	88,2	2,7	88,8	2,7
Volume	430,6		568,6		585,1		614,8		654,5	
Prix	172,1		170,5		162,7		143,4		135,7	
Sucre	55,6	2,0	50,2	1,5	52,4	1,6	22,7	0,7	26,4	0,8
Volume	144,7		137,2		159,9		73,7		89,0	
Prix	383,9		365,5		327,5		308,2		296,8	
Lait	53,6	1,9	48,4	1,5	37,3	1,1	41,5	1,3	42,0	1,3
Volume	31,9		30,9		22,8		23,3		30,2	
Prix	1 680,3		1 563,0		1 634,7		1 776,9		1 391,3	
Autres	172,3	6,3	212,2	6,5	228,4	6,9	240,4	7,4	246,2	7,4
Volume	506,9		624,9		591,2		656,6		556,7	
Prix	339,9		339,5		386,3		366,2		439,8	
Produits pétroliers	880,7	32,0	943,7	28,9	959,3	29,2	939,8	29,0	778,7	23,4
Pétrole brut	374,9	13,6	473,1	14,5	430,9	13,1	354,9	11,0	358,8	10,3
Volume	1 161,3		1362,9		1 236,9		1085,2		1 755,7	
Prix	322,8		347,1		348,4		327,1		204,4	
Produits finis	505,9	18,4	470,6	14,4	528,4	16,1	584,9	18,0	419,9	12,6
Volume	1 290,3		1 056,1		1 180,0		1 385,7		1 418,9	
Prix	392,1		445,6		447,8		422,1		295,9	
Biens intermédiaires	465,4	16,9	665,1	20,4	587,3	17,9	595,4	18,4	624,5	18,7
Biens d'équipement	574,0	20,9	655,4	20,1	685,4	20,9	652,7	20,1	848,6	25,4
Matériels de transport	211,0	7,7	242,9	7,4	226,6	6,9	217,6	6,7	249,7	7,5
Machines & moteurs	255,2	9,3	319,6	9,8	331,1	10,1	305,7	9,4	420,5	12,6
Autres	107,8	3,9	93,0	2,9	127,7	3,9	129,5	4,0	178,4	5,3
Autres Biens	297,5	10,8	358,2	11,0	414,0	12,6	458,5	14,1	453,4	14,2
IMPORTATIONS CAF AJUSTEES	2 749,2	100,0	3 261,4	100,0	3 287,1	100,0	3 244,9	100,0	3 334,8	100,0

Sources : ANSD/BCEAO

I.2- BALANCE DES SERVICES

Au cours de l'année 2015, le solde des services a enregistré une légère dégradation de 2,9 milliards, imputable au déficit du secteur des transports (-21,0 milliards), partiellement atténué par l'excédent des postes voyages (+3,1 milliards) et autres services (+15,0 milliards).

Tableau 10 : Evolution des principaux soldes de la balance des services (en millions de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015
Transports	-268 480,0	-314 437,0	-321 705,0	-319 577,8	-340 631,8
dont Fret	-240 472,0	-293 200,0	-295 900,0	-293 674,4	-301 592,7
Voyages	149 681,0	134 279,0	142 774,0	135 818,0	138 985,7
Autres Services	60 183,0	125 247,0	123 018,0	117 946,4	133 146,1
Services	-58 616,0	-54 911,0	-55 913,0	-65 577,5	-68 500,0

Source : BCEAO

I.2.1. Transports

Les services de transport se sont soldés par un déficit évalué à 340,6 milliards en 2015, après 319,6 milliards en 2014. Cette évolution est imputable principalement au sous-secteur des transports maritimes, subséquemment au volume des importations et, dans une moindre mesure, au transport de passagers.

Tableau 11 : Evolution des transports (en millions de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015
Passagers	-20 336,0	-21 458,0	-28 895,0	-36 520,0	-47 235,2
Fret (net)	-240 472,0	-293 200,0	-295 900,0	-293 674,4	-301 592,7
Autres activités connexes	-7 672,0	267,0	3 211,0	10 670,6	8 072,3
Solde	-268 480,0	-314 437,0	-321 705,0	-319 577,8	-340 755,6

Source : BCEAO

I.2.2. Voyages

Une amélioration de l'excédent des services voyages a été notée en 2015 (+2,3%) pour s'établir à 139,0 milliards, avec la progression des recettes touristiques de 4,2% évaluées à 217,9 milliards, en relation avec un relèvement de la fréquentation des réceptifs par les visiteurs étrangers.

Tableau 12 : Evolution du poste voyages (en millions de FCFA)

Années		2011	2012	2013	2014	2015
Voyages		149 681,0	134 279,0	142 774,0	135 818,0	138 985,7
A titre professionnel	crédit	45 301,0	42 963,0	45 190,0	43 675,0	44 199,1
	débit	31 629,0	36016	38 096,0	38 134,7	38 748,0
A titre personnel	crédit	175 532,0	164 850,0	171 540,0	165 444,9	173 668,1
	débit	39 523,0	37 518,0	35 860,0	35 167,2	40 133,5

Source : BCEAO

Les recettes ont été appréciées sur la base de la dépense journalière et de la durée de séjour qui varient selon le site d'hébergement.

I.2.3. Autres services

Les autres services présentent, au titre de l'année 2015, un solde positif de 133,1 milliards, en progression de 12,9% par rapport à l'année précédente, en liaison notamment avec la bonne tenue des biens et services des administrations non classés ailleurs (+14,9 milliards) et la consolidation du solde excédentaire des services de télécommunications (+5,6 milliards).

Tableau 13 : Evolution des autres services (en millions de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Autres services	60 182,9	125 247,3	123 017,5	117 946,4	133 146,1
dont travaux de construction	4 984,0	14 088,2	6 890,9	7 341,9	6 755,1
services d'assurance et de retraite	-48 256,0	-59 489,0	-59 207,3	-58 448,0	-60 874,8
Services financiers	-4 508,0	-2 431,3	-2 764,1	-384,8	-403,3
Services des télécommunications	47 122,0	70 787,6	90 218,5	77 829,8	83 392,9
Autres services aux entreprises	26 455,9	41 844,6	34 822,8	35 420,1	32 969,8
Biens et services des administrations non considérés ailleurs	41 984,0	56 268,1	59 460,5	59 266,6	74 139,6

Source : BCEAO

I.3. COMPTE DE REVENU PRIMAIRE

Le compte de revenu primaire enregistre les rémunérations des salariés, les revenus d'investissement ainsi que les autres revenus primaires (loyers, impôts et subventions sur les produits et la production).

Au cours de la période sous revue, le déficit du compte de revenu primaire s'est dégradé de 45,0 milliards pour ressortir à 231,5 milliards, en liaison avec les paiements au titre des revenus des investissements qui ont augmenté de 47,8 milliards. L'excédent structurel du solde des revenus du travail est ressorti en progression de 2,7 milliards, tandis que celui des «autres revenus primaires» a été stable.

Tableau 14 : Evolution des soldes du compte de revenu primaire (en millions de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Rémunération des salariés	39 338,0	46 976,2	51 034,3	51 244,1	53 975,1
Revenus des investissements	-172 157,0	-206 694,8	-216 178,0	-242 562,8	-290 331,9
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-56 500,0	-47 300,0	-51 900,0	-57 441,0	-84 043,0
Autres revenus primaires	192,0	5 879,0	5 667,7	4 826,5	4 836,3
Revenu primaire net	-132 819,0	-153 840,0	-159 476,0	-186 512,3	-231 520,4

Source : BCEAO

Le niveau du déficit du compte de revenu primaire est lié, pour l'essentiel, aux revenus des investissements directs qui ont augmenté de 3,3 milliards, en liaison avec les paiements de dividendes au profit des investisseurs directs étrangers plus importants que ceux reçus par les résidents de leurs prises de participation à l'étranger. Les dividendes rapatriés ont concerné notamment les services de télécommunications, les auxiliaires de transport ainsi que les industries manufacturières et extractives. Le solde déficitaire des revenus des investissements de portefeuille s'est inscrit en hausse de 18,0 milliards et celui des revenus des autres investissements de 26,4 milliards, en liaison avec les paiements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure.

I.4- COMPTE DE REVENU SECONDAIRE

L'excédent du compte de revenu secondaire s'est renforcé en 2015 à la faveur du dynamisme des envois de fonds des migrants (+70,0 milliards) qui ont atteint 971,4 milliards⁽⁴⁾.

Tableau 15 : Evolution des revenus secondaires (en millions de FCFA)

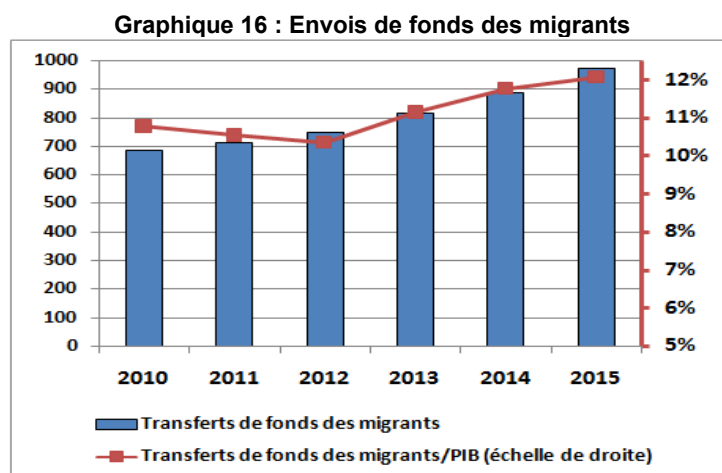
Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Transferts courants des Administrations Publiques	62 273,0	75 788,0	42 528,0	83 555,3	51 997,4
Transferts courants des autres secteurs	771 700,0	821 763,0	878 402,7	885 879,3	963 772,0
<i>dont envois de fonds des travailleurs migrants (net)</i>	623 530,0	644 944,0	688 518,6	754 197,8	824 228,7
Revenu secondaire net	833 973,0	897 550,0	920 930,7	969 434,5	1 015 769,4

Source : BCEAO

Toutefois, les transferts courants nets au profit des administrations publiques ont diminué de 31,5 milliards en relation avec le repli de l'aide budgétaire (-9,4 milliards). L'excédent des transferts nets au profit des autres secteurs a augmenté de 77,9 milliards sous l'effet de l'accroissement des envois de fonds des travailleurs migrants (+70,0 milliards) et, dans une moindre mesure, des autres transferts courants (+7,9 milliards).

En effet, les réceptions au titre des envois de fonds des migrants ont progressé de 9,2% pour s'établir à 971,4 milliards, soit 12,1% du PIB, en liaison notamment avec la hausse des réceptions en provenance des Etats-Unis (25,2%), des pays de l'UEMOA (18,1%) et de l'Europe (12,3%).

En terme d'orientation géographique, la part du continent européen est restée prépondérante et stable à 59% sur les trois dernières années, après 67% en 2011. Les Etats-Unis (10,6%), les pays de



Sources : BCEAO/ANSD/DPEE

la CEMAC (8,6%) et les autres pays de l'UEMOA (7,4%) concentrent 26,6% des envois de fonds.

II. COMPTE DE CAPITAL

Le solde du compte de capital s'est réduit de 13,4 milliards en 2015 en ressortant à 202,7 milliards sous l'effet du repli des transferts en capital au profit des administrations publiques qui ont baissé de 17,0 milliards.

(4) Ce montant prend en compte les transferts transitant par les circuits informels.

Tableau 16 : Evolution des transferts en capital (en millions de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-1 764,0	37 513,0	-1 488,0	-5 214,0	-1 658,0
Transferts en capital	121 227,0	165 267,0	183 012,0	221 273,7	204 318,8
Administration	114 618,0	158 466,0	175 762,0	213 199,0	196 174,1
Autres transferts en capital	6 609,0	6 801,0	7 250,0	8 074,7	8 144,7
Solde du compte de capital	119 463,0	202 780,0	181 524,0	216 059,7	202 660,8

Source : BCEAO

II.1- Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits

Ce poste enregistre des transactions relatives aux actifs corporels utiles ou indispensables pour la production de biens et services (les terrains, les droits d'exploitation, etc.), les contrats, baux et licences, etc. Il présente un déficit 1,7 milliard en 2015 contre 5,2 milliards un an plus tôt.

II.2- Transferts en capital

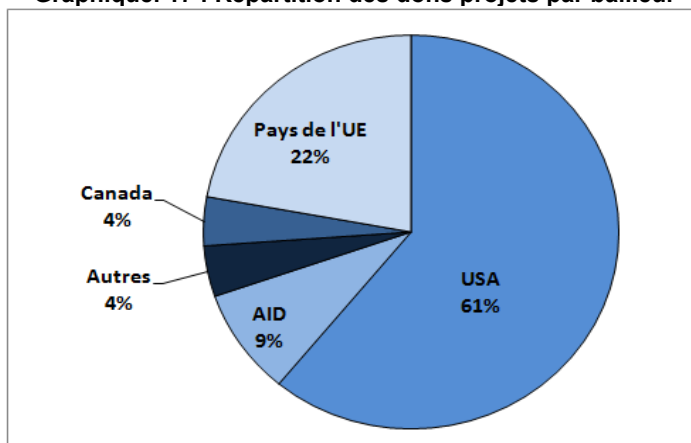
Le solde des transferts en capital est ressorti à 204,3 milliards contre 221,3 milliards en 2014, soit une baisse de 17,0 milliards. Les montants ont été accordés, notamment par le Gouvernement américain, les pays de l'Union Européenne, l'AID et le Canada.

Les principaux secteurs bénéficiaires des subventions sont l'agriculture (25%), la santé (23%), les infrastructures (22%) et l'éducation (8%).

Les projets financés dans le secteur agricole concernent notamment les infrastructures agricoles, l'hydraulique rurale et l'élevage.

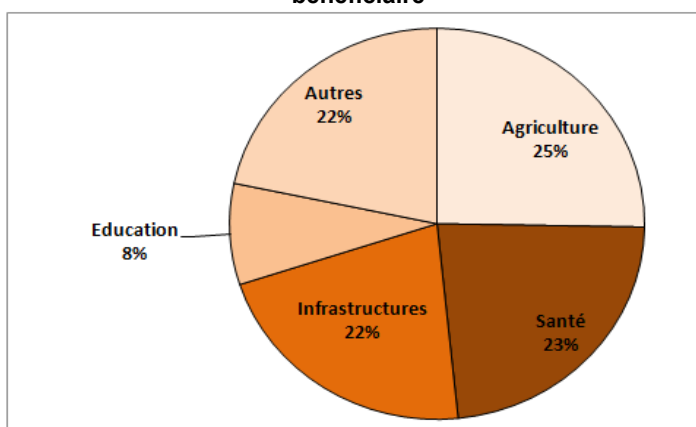
Les infrastructures routières ainsi que les projets relevant de l'accès aux services sociaux de base, du développement communautaire, de l'eau et de l'assainissement ont également bénéficié de ces financements.

Graphique. 17 : Répartition des dons projets par bailleur



Sources : BCEAO/DI

Graphique. 18 : Répartition des dons projets par secteur bénéficiaire



Sources : BCEAO/DI

III- COMPTE FINANCIER

Le solde des comptes non financiers fait ressortir en 2015 un besoin de financement de 355,9 milliards (4,4% du PIB) contre 449,8 milliards en 2014 (5,9% du PIB). Ce profil s'explique par l'atténuation du déficit du compte courant (6,9% du PIB en 2015 contre 8,8% du PIB en 2014) combinée à la contribution du compte de capital (+2,5% du PIB en 2015 contre +2,9% du PIB en 2014).

Le besoin de financement a été couvert par des entrées de capitaux composés d'investissements directs étrangers, d'investissements de portefeuille, des autres investissements, des dérivés financiers et des avoirs de réserve. Le compte financier enregistre, sur une base nette, les opérations sur actifs et passifs financiers effectuées entre les résidents et les non-résidents.

Hors variation des avoirs extérieurs nets (AEN) du système monétaire, le financement de l'économie par les capitaux non monétaires est évalué à 511,9 milliards, soit un repli de 151,2 milliards par rapport au niveau observé en 2014.

Tableau 17 : Evolution du compte financier (en millions de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
Investissements directs	-137 200,0	-112 409,0	-137 323,0	-185 474,2	-223 361,0
Investissements de portefeuille	-352 805,0	-131 635,0	5 295,0	-256 975,0	-188 248,7
Autres Investissements	127 317,0	-275 777,0	-419 815,0	-220 624,7	-100 251,3
Solde du compte financier	-362 688,0	-519 821,0	-551 842,0	-663 073,9	-511 861,0

Source : BCEAO

Le profil des capitaux non monétaires (6,4% du PIB en 2015 contre 8,8% du PIB en 2014) s'explique essentiellement par les investissements directs (223,4 milliards contre 185,5 milliards), les autres investissements⁽⁵⁾ (100,2 milliards contre 220,6 milliards) et les investissements de portefeuille (188,2 milliards contre 256,9 milliards).

Les flux nets d'investissements directs sont ressortis en hausse de 37,9 milliards, sous l'effet de la bonne tenue de la composante «instruments de dette» qui s'est accrue de 52,1 milliards, les prises de participation s'étant inscrites en retrait de 14,2 milliards. Les capitaux mobilisés ont été investis essentiellement dans les industries extractives et manufacturières ainsi que dans le secteur de l'énergie.

Le niveau des investissements de portefeuille reflète les souscriptions nettes des non-résidents en bons et obligations du Trésor. Le repli des autres investissements traduit la baisse des prêts et emprunts de l'Etat, dans le cadre du financement de ses projets d'investissement, qui se sont soldés par une entrée nette de capitaux étrangers de 155,6 milliards en 2015 contre 369,0 milliards en 2014.

Pour le secteur privé, leurs opérations nettes avec les non-résidents ont engendré un solde de 53,0 milliards contre 152,9 milliards un an plus tôt. Cette évolution reflète, comparativement à l'année 2014, un dégonflement des crédits commerciaux.

(5) Les autres investissements retracent essentiellement les opérations de prêts et d'emprunts ainsi que les crédits commerciaux et avances entre résidents et non-résidents.

IV. CAPITAUX MONÉTAIRES

IV.1- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des autres institutions de dépôts est ressortie à 56,4 milliards en 2015, en relation avec l'augmentation des avoirs de 164,9 milliards et des engagements de 108,5 milliards.

La progression des engagements reste concentrée sur le compartiment à court terme (+99,6 milliards) et dans une moindre mesure à moyen et long terme (+8,8 milliards). L'évolution des avoirs est attribuable aux acquisitions d'actifs des banques en dehors de la zone UEMOA (192,9 milliards), une baisse étant enregistrée au titre des avoirs détenus au sein de l'Union (-28,0 milliards).

Tableau 18 : Variation des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts (en millions FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015
AVOIRS	29 166,0	-16 618,0	18 453,0	174 372,2	164 846,0
ENGAGEMENTS	78 083,0	83 933,2	28 348,3	63 183,4	108 451,0
Position extérieure monétaire	-48 917,0	-100 551,0	-9 895,0	111 188,8	56 395,0

Source : BCEAO

IV.2- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont augmenté de 98,6 milliards, sous l'effet d'un accroissement de 104,6 milliards des avoirs bruts et de 6,0 milliards des engagements.

Tableau 19 : Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale (en millions FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2015	Variation 2015/2014
AVOIRS	996 415,0	1 034 192,0	1 067 836,0	1 109 515,0	1 214 099,7	104 585,0
Position de réserve	11 462,0	639,0	-2 513,0	9 273,8	3 535,8	-5 738,0
Droits de tirages spéciaux	101 346,0	99 552,0	95 395,0	101 864,9	89 919,5	-11 945,4
Créances sur les autorités monétaires	529,0	1 204,0	2 127,0	1 303,0	1 062,4	-240,6
Créances sur les autres institutions	883 078,0	932 797,0	972 827,0	997 073,3	1 119 582,0	122 508,7
ENGAGEMENTS	270 630,0	258 660,0	303 941,0	244 801,4	250 832,1	6 030,7
Crédits et prêts du FMI (autres que les réserves)	106 048,0	101 547,0	94 781,0	92 182,2	78 158,7	-14 023,5
Numéraires et dépôts à court terme	40 350,0	33 849,0	27 497,0	24 414,1	24 754,1	340,0
Droits de tirages spéciaux	120 484,0	118 382,0	113 455,0	121 172,2	129 246,3	8 074,1
Autres comptes à payer/ à recevoir	3 748,0	4 883,0	68 209,0	7 032,9	18 673,0	11 640,1
AVOIR EXTERIEURS NETS	725 785,0	775 532,0	763 895,0	864 713,6	963 267,6	98 554,0

Source : BCEAO

Les avoirs extérieurs bruts sont évalués à 1.214,1 milliards en 2015 contre 1.109,5 milliards un an plus tôt. Cette orientation est imputable à la position du Sénégal au compte des disponibilités extérieures (+122,5 milliards), atténuée par un repli de la position de réserve (-5,7 milliards) et des droits de tirages spéciaux (-11,9 milliards).

Les engagements de la BCEAO ont augmenté de 2,5% pour s'établir à 250,8 milliards, en rapport notamment avec leur relèvement au titre des «autres comptes à payer et à recevoir» (+11,6 milliards), un repli étant relevé sur les «crédits et prêts du FMI autre que les réserves» (-14,0 milliards).

L'impact des transactions avec les non-résidents sur les avoirs extérieurs nets du système monétaire a été positif aussi bien pour la Banque Centrale que pour les autres institutions de dépôts.

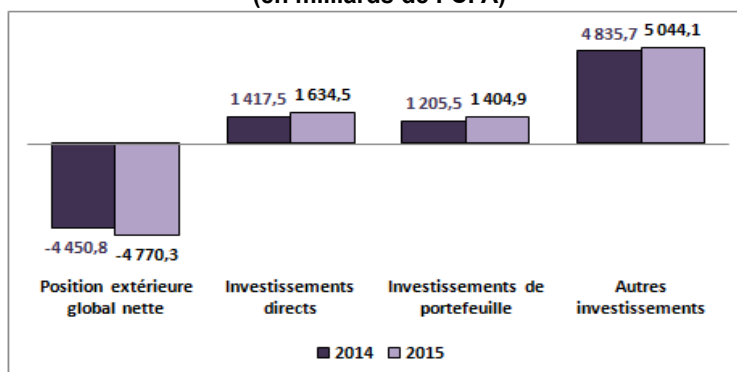
En définitive, en excluant de la variation globale des avoirs extérieurs nets officiels la contrepartie des réévaluations (5,6 milliards), l'incidence des transactions sur les avoirs extérieurs nets de l'ensemble du système monétaire s'est traduit par une amélioration de 154,9 milliards en 2015 contre 210,9 en 2014.

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace, à une date donnée, la valeur des avoirs de l'économie sur le reste du monde et celle des passifs financiers de l'économie à l'égard de l'étranger. Pour sa part, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN), différence entre les actifs et les passifs financiers extérieurs, nette des autres flux, indique la position du pays (créditrice ou débitrice nette) vis-à-vis du reste du monde. En tenant compte du financement des transactions courantes, la PEGN est ressortie débitrice de 4.770,3 milliards, en aggravation de 319,5 milliards par rapport à son niveau de 2014.

La dégradation de la PEGN s'explique par une hausse plus importante des engagements (624,9 milliards) que celle des avoirs (305,4 milliards). En effet, les engagements extérieurs sont passés de 7.458,5 milliards en 2014 à 8.083,5 milliards au cours de la période sous revue, alors que les avoirs se sont établis à 3.313,1 milliards en 2015 contre 3.007,7 milliards un an plus tôt.

Graphique 19 : Niveau des stocks d'engagements et de la PEG (en milliards de FCFA)



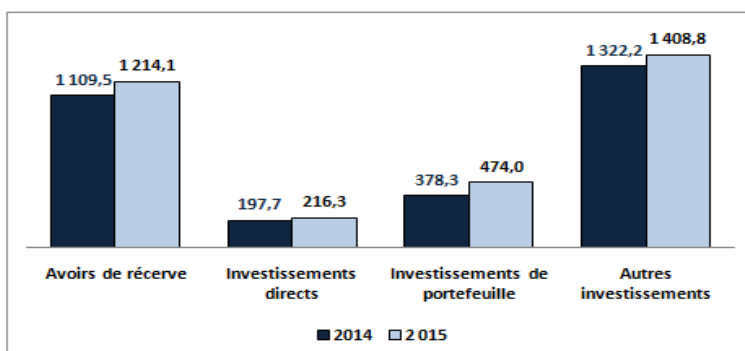
Source : BCEAO

Ce profil de la PEGN reflète le flux de capitaux mobilisés pour financer le déficit structurel du compte courant.

En effet, l'encours des engagements a été imprimé par la hausse des investissements directs étrangers (217,0 milliards), des investissements de portefeuille (199,4 milliards) et des autres investissements (208,5 milliards).

Comparativement à l'année 2014, le profil des avoirs détenus à l'étranger est lié à la hausse des investissements de portefeuille (95,7 milliards), des autres investissements (86,6 milliards) et des investissements directs (18,6 milliards). Les avoirs de réserve ont contribué à hauteur de 104,6 milliards au niveau du stock des avoirs.

Graphique 20 : Niveau des stocks d'avoirs (en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

Rapportée au PIB, la position extérieure globale nette débitrice s'établit à -59,3% en 2015 contre -58,9% en 2014, en relation avec le déficit des transactions courantes financé, en partie, par des capitaux non monétaires.

CONCLUSION

La croissance mondiale a été relativement faible en 2015, s'établissant à 3,1% après 3,4% un an auparavant. Le ralentissement de l'activité s'est répercuté sur le commerce mondial de marchandises dont la progression s'est limitée à 3,3%. L'année 2015 a été également caractérisée par un repli des cours des principales matières premières, particulièrement ceux des produits énergétiques, qui a contribué à la décélération de l'inflation dans les pays avancés.

Au plan national, il a été relevé une amélioration de 4,3% à 6,6% de la croissance économique ainsi qu'une atténuation des déficits jumeaux rapportés au PIB.

Au titre des échanges extérieurs, le déficit commercial s'est allégé de 7,9%, en liaison notamment avec un accroissement moins important des importations (3,1%) que celui des exportations (13,3%). Ces évolutions, conjuguées à l'amélioration des transferts courants, ont engendré un recul de 1,9 point de pourcentage du déficit du compte des transactions courantes, ressorti à 6,9% du PIB.

Le besoin de financement, couvert par les capitaux non monétaires, a été évalué à 511,9 milliards (6,4% du PIB) contre 663,1 milliards (8,8% du PIB) en 2014. Ainsi, le solde de la balance des paiements est excédentaire de 160,5 milliards en 2015.

Toutefois, il convient de noter que le profil des échanges extérieurs, lié à la dépendance de l'économie vis-à-vis des marchés internationaux, demeure une source de vulnérabilité. En effet, la couverture du besoin de financement, consécutif au déficit du compte courant, a influé sur la Position Extérieure Globale Nette (PEGN) qui s'est dégradée de 319,5 milliards en s'établissant à 4.770,3 milliards.

Ce constat rappelle la nécessité de prendre les mesures correctives en vue d'infléchir progressivement le déficit structurel de la balance commerciale, mais également d'assurer une meilleure allocation des ressources d'emprunt.

La réduction de la vulnérabilité de l'économie exige une consolidation de la croissance économique à travers une meilleure contribution des nouvelles filières exportatrices ainsi que celles de substitution aux importations, notamment de produits alimentaires.

Enfin, l'élargissement de parts de marché dans la sous-région UEMOA, voire de la CEDEAO, constitue un axe à développer. Le tissu économique pourrait également tirer profit d'un développement inclusif favorisant l'investissement et l'émergence de pôles régionaux.

ANNEXES



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REFONTE DU DISPOSITIF D'ELABORATION DE LA BALANCE DES
PAIEMENTS DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA POUR LE PASSAGE A LA
6^{ème} EDITION DU MANUEL DU FMI**

**PRINCIPAUX CHANGEMENTS APPORTES AU DISPOSITIF SOUS-REGIONAL
D'ELABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS**

La confection de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des textes réglementant les relations financières extérieures desdits Etats. Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales. La version actuelle de ce dispositif s'appuie sur un cadre de collecte de données et des applicatifs informatiques mis en place depuis 1996.

Avec l'adoption par le FMI, de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale, dont l'entrée en vigueur est prévue au plus tard en 2012, une note d'orientation décrivant les principaux changements à apporter au dispositif régional a été élaborée en octobre 2010. Les révisions visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte du dispositif implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur les applications informatiques (BPT et BPR).

Outre la prise en compte des changements introduits par la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI, la refonte vise également l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales comme la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ou le Conseil Régional de l'Epargne Publique et du Marché Financier (CREPMF) ainsi que des transactions des institutions sous-régionales (BCEAO, BOAD, Commission UEMOA, etc.) avec des entités non-résidentes de l'Union.

I. INNOVATIONS APORTEES PAR LA SIXIEME EDITION DU MANUEL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

L'élaboration du nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise d'une part, à prendre en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales, et d'autre part, à renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des révisions méthodologiques au cours des années récentes.

Ainsi, bien que le cadre de référence soit resté inchangé par rapport à la 5^{ème} édition (MBP5)¹, le nouveau Manuel apporte plus de clarifications et des modifications à certains concepts et définitions, en vue de tenir compte des développements enregistrés par l'économie mondiale, après la parution du MBP5. Ces évolutions concernent notamment :

- la mondialisation, dont l'une des principales implications est l'accroissement massif des flux de capitaux privés et de la main d'oeuvre ;
- les innovations financières et technologiques (développement des dérivés financiers, des services à distance via-internet, etc.), l'intégration économique et monétaire, qui en plus des zones existantes (UEMOA, CEMAC, etc.) a été marquée notamment par l'avènement de nouvelles zones, telles que le COMESA, la SADC et, en particulier, la mise en circulation de l'euro comme monnaie commune des pays membres de l'Union Européenne, qui a fortement influé sur l'évolution des échanges mondiaux.

¹ En particulier, les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus dans la nouvelle édition.

La 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année, et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5. Il s'agit notamment du manuel de statistiques monétaires et financières (2000), du supplément au MBP5 sur les dérivés financiers (2000), du manuel sur les réserves internationales et liquidité internationale : directives de déclaration des données (2001), du manuel des statistiques du commerce international des services (2002) et des Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs (2003).

Par ailleurs, le MBP6 met désormais davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6^{ème} édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits. L'approche bilantielle, qui examine en quoi les faiblesses du bilan financier liées à l'échéance, à la devise, à la structure financière, à la solvabilité et à la dépendance contribuent à la vulnérabilité macrofinancière, renforce la qualité de l'analyse de la vulnérabilité et de la viabilité extérieure d'une économie.

La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes type et des principes d'élaboration.

1.1. Aspects conceptuels

Les principes de base, tels que l'enregistrement en partie double, la chronologie, le prix d'évaluation et le changement de propriété demeurent inchangés. Toutefois, le MBP6 apporte des clarifications dans la définition de plusieurs concepts déjà développés dans la 5^{ème} édition. Il s'agit notamment des notions de « territoire économique », de « résidence », de « transactions » et de « financement exceptionnel ».

- **Territoire économique** : Le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.
- **Résidence** : La résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires. Les critères de résidence sont mieux spécifiés pour les individus mobiles, dont la définition de la résidence avait été laissée à l'appréciation des pays dans la 5^{ème} édition.
- **Transactions** : Les transactions enregistrées dans la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant en accord réciproque impliquant un échange de valeurs ou un transfert. La 5^{ème} édition du Manuel avait retenu comme définition de la transaction « un flux économique découlant de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique ».

Il résulte de la nouvelle définition que l'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs et les transferts des migrants² ne sont plus classés dans les transactions au sens strict du terme. Les variations d'actifs et de passifs financiers résultant du changement de résidence des individus (particuliers et ménages) sont reclassées dans la position extérieure globale et non plus dans la balance des paiements.

1.2. Composantes type du MBP6

Tenant compte de ces modifications, la structure de la balance des paiements selon l'optique du MBP6 se présente comme suit.

Encadré 1 : Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements

Compte des transactions courantes

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (*anciennement compte « revenu »*)

Compte du revenu secondaire (*anciennement « transferts courants »*)

Compte de capital

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

Compte financier (*anciennement compte d'opérations financières*)

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (*traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5*)

Autres investissements

Avoirs de réserve

1.3. Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents.

Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques, comme indiqué ci-après :

² Il s'agit des mouvements d'effets personnels à l'occasion des déplacements des migrants. Ils sont désormais enregistrés dans les « Autres flux » au niveau de la position extérieure globale.

Encadré 2 : Présentation schématique des relations entre les composantes de la balance des paiements et de la PEG

Transactions BDP			
	Crédit	Débit	
Compte courant - biens et services - revenu primaire - revenu secondaire			
Compte de capital - acquisition/cession d'actifs non produits - transfert en capital			
Ouverture PEG <i>Actifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements - avoirs de réserve <i>Passifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements	Compte financier <i>Actifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements - avoirs de réserve <i>Passifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements		Compte des autres flux
	Erreurs et omissions		Clôture PEG <i>Actifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements - avoirs de réserve <i>Passifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements
		Réévaluation	Autres changements

1.4. Principe d'élaboration de la balance des paiements pour les Unions monétaires

Le MBP6 consacre un chapitre spécifique au traitement des unions monétaires. Il fait la distinction entre l'union monétaire centralisée (cas de l'UMOA) et l'union monétaire décentralisée (cas de la Zone euro). Les questions institutionnelles et juridiques ont été examinées de manière à présenter la spécificité de chaque union. En particulier, dans l'union monétaire centralisée, les banques centrales nationales sont des succursales de la banque centrale régionale qui détient et gère les réserves de change. Dans l'union monétaire décentralisée, les banques centrales nationales sont les propriétaires de la banque centrale régionale. Elles détiennent une part importante des devises.

Les principes édictés dans le Manuel, relatifs à l'enregistrement des opérations spécifiques aux unions, sont en adéquation avec ceux en cours dans l'UMOA. En particulier, il en est ainsi du traitement des opérations du Siège de la BCEAO, des Directions Nationales et des autres organisations communautaires.

II. PRISE EN COMPTE DES CORRECTIONS SPECIFIQUES AU DISPOSITIF SOUS-REGIONAL

Outre les changements induits par l'introduction de la sixième édition du Manuel du FMI, la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union vise également l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données. Les principales modifications apportées dans ce cadre se présentent comme ci-après :

- **Classification sectorielle plus détaillée** : Elle vise à assurer l'analyse des composantes de la balance des paiements par branche d'activité. A titre d'illustration, avec le dispositif actuellement en vigueur, il n'est pas possible de ventiler les investissements étrangers émis ou reçus entre les différentes branches de l'économie. Les nouveaux questionnaires prévoient la

déclaration du secteur principal d'activité, conformément à la nomenclature de Classification Internationale Type par Industrie (CITI). Avec la nouvelle application informatique « BPT », il sera possible, au delà de la classification par secteurs institutionnels³, d'éditer les données selon les branches d'activité ;

- **Ventilation géographique des données** : Dans l'ancien dispositif, seules trois zones géographiques à savoir la France, l'UMOA et les autres pays étaient retenues sur les questionnaires de balance des paiements et dans l'application « BPT ». Ainsi, à l'exception du commerce extérieur dont le détail de l'orientation géographique est fourni par les statistiques douanières, les informations sur les transactions extérieures des pays de l'Union ne pouvaient pas être ventilées selon les partenaires bilatéraux autres que la France. Cette répartition géographique ne semble plus appropriée au regard des évolutions récentes des échanges extérieurs et des mouvements de capitaux étrangers dans les pays de l'UEMOA, marquées par une présence en progression constante des pays émergents d'Asie, d'Amérique latine, mais également des autres pays africains. Elle constitue également une contrainte à la confection de balances des paiements bilatérales, utiles pour les analyses et la définition des politiques économiques. A l'issue des échanges avec les différentes personnes ressources, il a été estimé que la prise en compte de cette recommandation pourrait alourdir le dispositif, notamment au niveau des questionnaires. En conséquence, les trois zones géographiques ont été maintenues. Pour pallier les insuffisances susmentionnées, à l'instar de ce qui est fait pour le commerce extérieur, il est retenu un cadre parallèle de suivi de la ventilation géographique des échanges extérieurs pour les composantes les plus importantes, notamment les investissements directs étrangers⁴, l'aide publique au développement⁵ et les envois de fonds des migrants⁶. Toutefois, la France est remplacée par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA, depuis la création de l'euro en 1999 ;
- **Cadre d'analyse de la prise en compte des données de certaines institutions régionales** : Comme la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ou la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) dans le dispositif de collecte et de compilation. Le nouveau cadre de collecte prévoit des états de dépouillement pour la collecte des transactions de ces structures avec les résidents des pays de l'Union. Par ailleurs, comme indiqué plus haut, des questionnaires seront également adressés par le Siège de la BCEAO aux institutions sous-régionales (résidentes de l'Union mais non résidentes d'un pays membre) pour le suivi de leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, à des fins de production de la balance des

3 Il s'agit de : « Banque centrale », « autres institutions de dépôts », « administration publique » et « autres secteurs » (composés des « autres sociétés financières » et des « sociétés non-financières, des ménages et des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) »).

4 Pour les investissements directs étrangers, le formulaire complémentaire joint au questionnaire balance des paiements permet de collecter les données sur les positions de début et de fin de période par pays partenaire depuis 2010.

5 Les données sur les mobilisations d'appuis financiers extérieurs des Etats par partenaires peuvent être exploitées à cet effet.

6 Le dispositif de collecte de données sur les transferts électroniques de fonds constitue une source pour l'évaluation des envois de fonds des travailleurs par pays partenaire. En outre, l'enquête actuellement sur ce sujet a permis d'améliorer la qualité de l'analyse de la ventilation géographique de ces flux.

paiements régionale ;

- **Suivi des données sur les actifs et passifs du compte financier** : Pour les données sur les actifs et passifs financiers, le nouveau dispositif prévoit la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la Position Extérieure Globale (PEG) d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification. Les flux nets des rubriques du compte financier de la balance des paiements sont calculés en faisant la différence entre le stock de fin de période et le stock de début de période, ainsi qu'une déduction des « autres flux », constitués des réévaluations de stocks et des autres changements de volume, qui ne sont pas pris en compte en balance des paiements.

III. IMPLICATIONS SUR LE DISPOSITIF SOUS-REGIONAL

Le nouveau dispositif est élaboré en prenant en compte les différentes innovations décrites ci-dessus. Sa confection consacre une révision fondamentale du champ de couverture de l'enquête, des supports de collecte et des applications informatiques dédiées au traitement des données.

Au total, 90 supports de collecte sont retenus pour l'enquête annuelle de la balance des paiements, contre 54 dans l'ancien. Ces supports comprennent des questionnaires destinés aux entités résidentes des pays membres, des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les résidents des pays membres et des questionnaires à adresser aux institutions de l'UEMOA, pour leurs transactions avec les non-résidents de l'Union.

3.1. Enquêtes conduites par les Directions Nationales de la BCEAO

La liste des questionnaires administrés aux entités résidentes par les Directions Nationales est désormais plus détaillée, avec l'éclatement de certaines catégories comme les « Entreprises Commerciales et Industrielles (ECI) », pour permettre un suivi par secteur d'activité de la Classification Internationale Type par Industrie (CITI). Sur cette base, le nombre de questionnaires pour les enquêtes dans les Directions Nationales est ressorti à 58 contre 43 précédemment, soit 15 nouvelles créations.

Les questionnaires sont accompagnés d'une notice technique, donnant des définitions détaillées sur les rubriques, pour faciliter leur exploitation par les répondants. Dans ce cadre, un tableau de passage des rubriques du SYSCOA à celles du MBP6 est également joint aux questionnaires des sociétés non financières.

Par ailleurs, conformément à la démarche adoptée à compter de 2009, les questionnaires balance des paiements destinés aux entreprises relevant des secteurs des « Etablissements de dépôts autres que la banque centrale », des « Autres sociétés financières » et des « Sociétés non financières » sont accompagnés d'un formulaire complémentaire sur les investissements directs. Ce document, qui permet jusqu'ici la collecte des données sur les fonds propres a été complété pour permettre le suivi des instruments de dette. Les données collectées à l'aide de ce support sont dépouillées et transmises au Siège dans le cadre des contributions aux travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA. Ces renseignements permettent également d'affiner l'analyse des investissements étrangers à l'aide des détails sur la ventilation géographique et sectorielle des données.

3.2. Collecte des données relatives aux transactions des institutions sous-régionales et régionales avec les pays membres de l'Union

En plus des questionnaires administrés localement pour appréhender les transactions des résidents avec les non-résidents, le dispositif prévoit les états de dépouillement qui permettent de collecter des données sur les transactions réalisées avec les institutions sous-régionales. Dans chaque cas, un support est prévu pour le pays de l'Union qui accueille le Siège de l'Institution concernée et un support pour les autres pays membres.

En vue d'assurer une meilleure couverture de ces transactions, la note d'orientation du processus de refonte a suggéré de compléter le dispositif pour prendre en compte les données de certaines institutions régionales comme la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE), dans le dispositif de collecte et de compilation. Le nombre d'états de dépouillement passe ainsi de 11 précédemment à 23 dans le nouveau dispositif.

3.3. Suivi des transactions des institutions résidentes de l'Union avec les non-résidents

Le cadre de production de la balance régionale a été renforcé, avec l'élargissement du champ de collecte des données aux transactions des institutions sous-régionales avec les non-résidents. Cette innovation se justifie notamment par l'intérêt qu'accorde la 6^{ème} édition au suivi des regroupements régionaux, en ligne avec le développement des Unions économiques et monétaires. Elle traduit également les dispositions du nouveau Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, qui imputent explicitement à la BCEAO, la charge de la production de la balance des paiements régionale.

Pour ces raisons, le nouveau dispositif a prévu l'envoi par le Siège de la BCEAO, de questionnaires aux institutions sous-régionales (résidentes de l'Union, mais non-résidentes d'un pays membre), pour le suivi de leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, à des fins de production de la balance des paiements régionale. Il est retenu au total 9 questionnaires pour les institutions sous-régionales. A l'instar des états de dépouillements, ces questionnaires seront administrés par les Directions Nationales des pays qui abritent les Sièges des institutions concernées et acheminés au Siège de la BCEAO pour prise en compte.

3.4. Déploiement du nouveau dispositif

Une nouvelle application informatique « BPT » dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été développée au sein de la BCEAO, en vue notamment de prendre en compte les modifications apportées sur le champ de couverture et la structure des supports de collecte.

Balance des paiements optique FMI résumé

Fréquence : Annuelle

Année : 2015

Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1 100000_1_B_N_N_E	3 760 321,3	4 318 981,3	-558 660,0
1.A 011000_1_B_N_N_E	2 374 869,2	3 717 778,2	-1 342 909,0
1.A.a 110000_1_B_N_N_E	1 669 172,5	2 943 581,5	-1 274 409,0
1.A.a.1 111000_1_B_N_N_E	1 499 473,7	2 943 099,6	-1 443 625,9
1.A.a.1.1 11100z_1_B_N_N_E	3 717,3	0,0	3 717,3
1.A.a.2 112000_1_B_N_N_E	1 215,3	0,4	1 214,9
1.A.a.2.1 112100_1_B_N_N_E	0,0	0,4	-0,4
1.A.a.2.2 112200_1_B_N_N_E	1 215,3	0,0	1 215,3
1.A.a.3 113000_1_B_N_N_E	168 483,5	481,5	168 002,0
1.A.b 120000_1_B_N_N_E	705 696,7	774 196,7	-68 500,0
1.A.b.1 121000_1_B_N_N_E	932,5	168,2	764,3
1.A.b.1.1 121100_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.2 121200_1_B_N_N_E	932,5	168,2	764,3
1.A.b.2 122000_1_B_N_N_E	7 531,0	4 781,4	2 749,6
1.A.b.3 123000_1_B_N_N_E	74 118,3	414 750,1	-340 631,8
1.A.b.3.0 123100_1_B_N_N_E	73 824,3	414 579,9	-340 755,6
1.A.b.3.0.1 123100_1_B_N_N_E	28 529,5	75 764,7	-47 235,2
1.A.3.0.1.1 123110_1_B_N_N_E	935,5	0,0	935,5
1.A.b.3.0.2 12311z_1_B_N_N_E	28 826,6	330 419,3	-301 592,7
1.A.b.3.0.3 123120_1_B_N_N_E	16 468,2	8 395,9	8 072,3
1.A.b.3.1 123130_1_B_N_N_E	9 464,2	316 673,2	-307 209,0
1.A.b.3.1.1 123200_1_B_N_N_E	221,9	0,0	221,9
1.A.b.3.1.1.1 123210_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.2 12321z_1_B_N_N_E	421,7	316 673,2	-316 251,5
1.A.b.3.1.3 123220_1_B_N_N_E	8 820,6	0,0	8 820,6
1.A.b.3.2 123230_1_B_N_N_E	27 165,8	76 178,2	-49 012,4
1.A.b.3.2.1 123300_1_B_N_N_E	21 887,2	65 356,7	-43 469,5
1.A.b.3.2.1.1 123310_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.2 12331z_1_B_N_N_E	1 560,6	7 378,1	-5 817,5
1.A.b.3.2.3 123320_1_B_N_N_E	3 718,0	3 443,4	274,6
1.A.b.3.3 123330_1_B_N_N_E	37 194,3	21 728,5	15 465,8
1.A.b.3.3.1 123400_1_B_N_N_E	6 420,4	10 408,0	-3 987,6
1.A.b.3.3.1.1 123410_1_B_N_N_E	935,5	0,0	935,5
1.A.b.3.3.2 12341z_1_B_N_N_E	26 844,3	6 368,0	20 476,3
1.A.b.3.3.3 123420_1_B_N_N_E	3 929,6	4 952,5	-1 022,9
1.A.b.3.4 123430_1_B_N_N_E	294,0	170,2	123,8
1.A.b.4 124000_1_B_N_N_E	217 867,2	78 881,5	138 985,7
1.A.b.4.1 124100_1_B_N_N_E	44 199,1	38 748,0	5 451,1
1.A.b.4.1.1 124110_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.1.2 124120_1_B_N_N_E	44 199,1	38 748,0	5 451,1
1.A.b.4.2 124200_1_B_N_N_E	173 668,1	40 133,5	133 534,6
1.A.b.4.2.1 124210_1_B_N_N_E	3 214,4	4 160,2	-945,8
1.A.b.4.2.2 124220_1_B_N_N_E	14 758,1	19 447,0	-4 688,9
1.A.b.4.2.3 124230_1_B_N_N_E	155 695,9	16 526,3	139 169,6
1.A.b.4.0 124000_1_B_N_N_E	31 506,8	24 097,9	7 408,9
1.A.b.4.0.1 124011_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.2 124021_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.3 124031_1_B_N_N_E	28 266,0	0,0	28 266,0
1.A.b.4.0.4 124041_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5 124051_1_B_N_N_E	3 240,8	24 097,9	-20 857,1
1.A.b.4.0.5.1 124251_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.2 124y51_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
1.A.b.5 125000_1_B_N_N_E	30 853,0	24 097,9	6 755,1
1.A.b.5.1 125100_1_B_N_N_E	27 612,2	0,0	27 612,2
1.A.b.5.2 125200_1_B_N_N_E	3 240,8	24 097,9	-20 857,1
1.A.b.6 126000_1_B_N_N_E	7 344,3	68 219,1	-60 874,8
1.A.b.6.1 126100_1_B_N_N_E	3 396,9	64 122,8	-60 725,9
1.A.b.6.2 126200_1_B_N_N_E	3 426,0	3 175,5	250,5
1.A.b.6.3 126300_1_B_N_N_E	0,3	494,5	-494,2
1.A.b.6.4 126400_1_B_N_N_E	521,1	426,3	94,8
1.A.b.7 127000_1_B_N_N_E	6 842,4	7 245,7	-403,3
1.A.b.7.1 127100_1_B_N_N_E	6 842,4	7 245,7	-403,3
1.A.b.7.2 127200_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
1.A.b.8 128000_1_B_N_N_E	2 016,1	3 046,2	-1 030,1
1.A.b.9 129000_1_B_N_N_E	162 166,3	84 459,2	77 707,1
1.A.b.9.1 129100_1_B_N_N_E	150 941,0	67 548,1	83 392,9
1.A.b.9.2 129200_1_B_N_N_E	5 832,1	8 662,5	-2 830,4
1.A.b.9.3 129300_1_B_N_N_E	5 393,2	8 248,6	-2 855,4
1.A.b.10 12A000_1_B_N_N_E	101 824,5	68 854,7	32 969,8
1.A.b.10.1 12A100_1_B_N_N_E	115,7	280,3	-164,6
1.A.b.10.2 12A200_1_B_N_N_E	90 227,8	49 866,6	40 361,2
1.A.b.10.3 12A300_1_B_N_N_E	11 481,0	18 707,8	-7 226,8
1.A.b.11 12B000_1_B_N_N_E	800,5	431,7	368,8
1.A.b.11.1 12B100_1_B_N_N_E	800,5	431,7	368,8
1.A.b.11.2 12B200_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
1.A.b.12 12C000_1_B_N_N_E	93 400,6	19 261,0	74 139,6
1.A.b.0.1 12D000_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0

Libellé poste		Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1.B.130000_1_B_N_AL_E	Revenu primaire	169 128,9	400 649,3	-231 520,4
1.B.1.131000_1_B_N_AL_E	Rémunération des salariés	67 799,8	13 824,7	53 975,1
1.B.2.300000_3_B_N_AL_E	Revenus des investissements	96 377,3	386 709,2	-290 331,9
1.B.2.1.310000_3_B_N_AL_E	Investissements directs	73 223,0	187 445,7	-114 222,7
1.B.2.1.1.310000_3E_B_N_AL_E	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	57 306,5	177 220,3	-119 913,8
1.B.2.1.1.1.310000_3D_B_N_AL_E	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	57 306,5	150 568,0	-93 261,5
1.B.2.1.1.1.1.311110_3D_B_N_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	56 854,5	141 989,7	-85 135,2
1.B.2.1.1.1.2.311120_3D_B_N_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	194,0	1 745,3	-1 551,3
1.B.2.1.1.1.3.311130_3D_B_N_AL_E	Entre entreprises soeurs	258,0	6 833,0	-6 575,0
1.B.2.1.1.1.3.1.311131_3D_B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.2.311132_3D_B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.3.311133_3D_B_N_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2.310000_3R_B_N_AL_E	Bénéfices réinvestis	0,0	26 652,3	-26 652,3
1.B.2.1.1.2.1.310000_3T_B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2.1.1.31100z_3_B_N_AL_E	Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.310000_3I_B_N_AL_E	Intérêts	15 916,5	10 225,4	5 691,1
1.B.2.1.2.1.312100_3I_B_N_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	15 169,0	7 856,4	7 312,6
1.B.2.1.2.2.312200_3I_B_N_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	84,0	-84,0
1.B.2.1.2.3.312300_3I_B_N_AL_E	Entre entreprises soeurs	747,5	2 285,0	-1 537,5
1.B.2.1.2.3.1.312310_3I_B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.2.312320_3I_B_N_AL_E	si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.3.312330_3I_B_N_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2M.310000_3F_B_N_AL_E	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.320000_3_B_N_AL_E	Investissements de portefeuille	15 993,3	95 259,7	-79 266,4
1.B.2.2.1.320000_3E_B_N_AL_E	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	2 097,3	49 598,1	-47 500,8
1.B.2.2.1.1.321100_3D_B_N_AL_E	Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	2 089,3	49 598,1	-47 508,8
1.B.2.2.1.2.321200_3P_B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	8,0	0,0	8,0
1.B.2.2.1.2.1.321200_3D_B_N_AL_E	Dividendes	8,0	0,0	8,0
1.B.2.2.1.2.2.321200_3R_B_N_AL_E	Bénéfices réinvestis	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.2.320000_3I_B_N_AL_E	Intérêts	13 896,0	45 661,6	-31 765,6
1.B.2.2.2.1.320000_3I_B_N_ST_E	À court terme	2 319,0	9 993,0	-7 674,0
1.B.2.2.2.2.320000_3I_B_N_LT_E	À long terme	11 577,0	35 668,6	-24 091,6
1.B.2.3.340000_3_B_N_AL_E	Autres investissements	7 161,0	104 003,8	-96 842,8
1.B.2.3.1.340000_3D_B_N_AL_E	Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.2.340000_3I_B_N_AL_E	Intérêts	7 161,0	104 003,8	-96 842,8
1.B.2.3.2M.340000_3F_B_N_AL_E	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.3.340000_3P_B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.350000_3_B_N_AL_E	Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.1.350000_3E_B_N_AL_E	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2.350000_3I_B_N_AL_E	Intérêts	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2M.350000_3F_B_N_AL_E	- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
1.B.3.132000_1_B_N_AL_E	Autre revenu primaire	4 951,8	115,4	4 836,4
1.B.3.1.132100_1_B_N_AL_E	Taxes sur la production et importations	4 021,3	0,0	4 021,3
1.B.3.2.132200_1_B_N_AL_E	Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
1.B.3.3.132300_1_B_N_AL_E	Loyers	930,5	115,4	815,1
1.C.140000_2_B_AL_AL_E	Revenu secondaire	1 216 323,2	200 553,8	1 015 769,4
1.C.1.140000_2_B_GG_AL_E	Administrations publiques	59 625,0	7 627,6	51 997,4
1.C.1.1.141000_2_B_GG_AL_E	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	85,5	0,0	85,5
1.C.1.1.1.14100z_2_B_GG_AL_E	travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2.142000_2_B_GG_AL_E	Cotisations sociales payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	90,5	1 874,9	-1 784,4
1.C.1.2.1.14200z_2_B_GG_AL_E	travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.3.143000_2_B_GG_AL_E	Prestations Sociales (Débit)	0,0	1 415,1	-1 415,1
1.C.1.4.144000_2_B_GG_AL_E	Coopération internationale courante	31 234,0	4 337,6	26 896,4
1.C.1.5.145000_2_B_GG_AL_E	Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	28 215,0	0,0	28 215,0
1.C.1.5.1.14500z_2_B_GG_AL_E	Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.2.140000_2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 156 698,2	192 926,2	963 772,0
1.C.2.1.146000_2_B_OS_AL_E	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	971 405,2	147 176,5	824 228,7
1.C.2.1.1.14600z_2_B_OS_AL_E	non résidents	971 405,2	147 176,5	824 228,7
1.C.2.2.147000_2_B_OS_AL_E	Envois de fonds des travailleurs	185 293,0	45 749,7	139 543,3
1.C.2.0.1.141000_2_B_OS_AL_E	Autres transferts courants	93,5	0,0	93,5
1.C.2.0.1.14100z_2_B_OS_AL_E	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	93,5	0,0	93,5
1.C.2.0.2.142000_2_B_OS_AL_E	Cotisations sociales	325,8	7 205,3	-6 879,5
1.C.2.0.3.143000_2_B_OS_AL_E	Prestations sociales	3 238,3	928,0	2 310,3
1.C.2.0.4.148000_2_B_OS_AL_E	Primes d'assurance nettes hors assurance vie	1 458,0	10 523,5	-9 065,5
1.C.2.0.5.149000_2_B_OS_AL_E	Indemnités d'assurance dommage	1 883,2	3 335,4	-1 452,2
1.C.2.0.6.144000_2_B_OS_AL_E	Coopération internationale courante	10,0	18,7	-8,7
1.C.2.0.7.145000_2_B_OS_AL_E	Transferts courants divers	178 284,2	23 738,8	154 545,4
1.C.2.0.7.1.14500z_2_B_OS_AL_E	Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.3.14A000_2_B_OS_AL_E	Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0

Libellé poste		Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
2 200000_2_B_AL_AL_E	Compte de capital	206 225,8	3 565,0	202 660,8
2.1 210000_2_B_AL_AL_E	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0,0	1 658,0	-1 658,0
2.2 220000_2_B_AL_AL_E	Transferts de capital	206 225,8	1 907,0	204 318,8
2.2.1 220000_2_B_GG_AL_E	Administration publique	196 174,1	0,0	196 174,1
2.2.1.1 221000_2_B_GG_AL_E	Remises de dette	2 045,0	0,0	2 045,0
2.2.1.2 222000_2_B_GG_AL_E	Autres transferts de capital	194 129,1	0,0	194 129,1
2.2.1.2.1 22200z_2_B_GG_AL_E	dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
2.2.2 220000_2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	10 051,7	1 907,0	8 144,7
2.2.2.1 221000_2_B_OS_AL_E	Remises de dette	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2 222000_2_B_OS_AL_E	Autres transferts de capital	10 051,7	1 907,0	8 144,7
2.2.2.2.1 22200z_2_B_OS_AL_E	dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
2.2.2.0.1 22000z_2_B_OS_AL_E	dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
4 019000_B_B_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	3 966 547,1	4 322 546,3	-355 999,2
3 300000_4_N_AL_AL_E	Compte financier	299 542,6	650 880,1	-351 337,5
5 300000_4_N_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	299 542,6	650 880,1	-351 337,5
3.1 310000_4_N_AL_AL_E	Investissement direct	18 542,8	241 903,8	-223 361,0
3.1.1 311000_4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	18 530,4	153 407,5	-134 877,1
3.1.1.1 311100_4_N_AL_AL_E	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	18 530,4	127 154,1	-108 623,7
3.1.1.1.1 311110_4_N_AL_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	17 752,4	125 409,8	-107 657,4
	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct			
3.1.1.1.2 311120_4_N_AL_AL_E	(investissement à rebours)	641,5	306,9	334,6
3.1.1.1.3 311130_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs	136,5	1 437,4	-1 300,9
3.1.1.1.3.1 311131_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.2 311132_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.3 311133_4_N_AL_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.1.2 311000_4R_N_AL_AL_E	Réinvestissement des bénéficiaires	0,0	26 253,4	-26 253,4
3.1.1.0.1 31100z_4_N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.1.1.0.1.1 3110z_4_N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.1.2 312000_4_N_AL_AL_E	Instruments de dette	12,4	88 496,3	-88 483,9
	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement			
3.1.2.1 312100_4_N_AL_AL_E	direct	12,9	68 758,9	-68 746,0
	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur			
3.1.2.2 312200_4_N_AL_AL_E	direct (investissement à rebours)	0,0	19 810,0	-19 810,0
3.1.2.3 312300_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs	-0,5	-72,6	72,1
3.1.2.3.1 312310_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.2 312320_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.3 312330_4_N_AL_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0 31200z_4_N_AL_AL_E	Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises			
3.1.2.0.1 31201z_4_N_AL_AL_E	d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur			
3.1.2.0.2 31202z_4_N_AL_AL_E	direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3 31203z_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.1 31213z_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.2 31223z_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.3 31233z_4_N_AL_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.2 320000_4_N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	95 670,0	213 513,6	-117 843,6
3.2.1 321000_4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	1 434,0	11 877,9	-10 443,9
3.2.1.1 321000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3 321000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2 321000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	150,0	3 022,9	-2 872,9
3.2.1.4 321000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	1 284,0	8 855,0	-7 571,0
3.2.1.4.1 321000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4.2 321000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 284,0	8 855,0	-7 571,0
3.2.1.0.1 321100_4_N_AL_AL_E	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.1 321110_4_N_AL_AL_E	Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.2 321120_4_N_AL_AL_E	Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2 321200_4_N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.1 321200_4R_N_AL_AL_E	Réinvestissement des bénéficiaires	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2 32120z_4_N_AL_AL_E	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.2.2 322000_4_N_AL_AL_E	Titres de créance	94 236,0	201 635,7	-107 399,7
3.2.2.1 322000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.1 322000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.2 322000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9 322000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.1 322000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.2 322000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2 322000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	85 124,0	11 846,0	73 278,0
3.2.2.2.1 322000_4_N_DT_ST_E	À court terme	53 732,0	14 605,0	39 127,0
3.2.2.2.2 322000_4_N_DT_LT_E	À long terme	31 392,0	-2 759,0	34 151,0
3.2.2.3 322000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	182 651,8	-182 651,8
3.2.2.3.1 322000_4_N_GG_ST_E	À court terme	0,0	16 397,6	-16 397,6
3.2.2.3.2 322000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0,0	166 254,2	-166 254,2
3.2.2.4 322000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	9 112,0	7 137,9	1 974,1
3.2.2.4.0.1 322000_4_N_OS_ST_E	À court terme	5 048,0	7 096,0	-2 048,0
3.2.2.4.0.2 322000_4_N_OS_LT_E	À long terme	4 064,0	41,9	4 022,1
3.2.2.4.1 322000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	2 156,0	14,9	2 141,1
3.2.2.4.1.1 322000_4_N_FC_ST_E	À court terme	1 010,0	-120,0	1 130,0
3.2.2.4.1.2 322000_4_N_FC_LT_E	À long terme	1 146,0	134,9	1 011,1
3.2.2.4.2 322000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	6 956,0	7 123,0	-167,0
3.2.2.4.2.1 322000_4_N_NC_ST_E	À court terme	4 038,0	7 216,0	-3 178,0
3.2.2.4.2.2 322000_4_N_NC_LT_E	À long terme	2 918,0	-93,0	3 011,0

Libellé poste		Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3.3 330000_4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.3.1 330000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9 330000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.3.2 330000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.3 330000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.3.4 330000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.3.4.1 330000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.3.4.2 330000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1 331000_4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.1 331100_4_N_AL_AL_E	Options	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.2 331200_4_N_AL_AL_E	Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
3.3.0.2 332000_4_N_AL_AL_E	Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.4 340000_4_N_AL_AL_E	Autres investissements	86 583,3	195 462,7	-108 879,4
3.4.1 341000_4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
3.4.2 342000_4_N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	120 968,9	74 920,1	46 048,8
3.4.2.1 342000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	340,0	-340,0
3.4.2.1.1 342000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0,0	340,0	-340,0
3.4.2.1.2 342000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9 342000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.1 342000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.2 342000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2 342000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	121 336,0	74 580,1	46 755,9
3.4.2.2.0.1 34200z_4_N_DT_AL_E	Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2.1 342000_4_N_DT_ST_E	À court terme	121 336,0	74 580,1	46 755,9
3.4.2.2.2 342000_4_N_DT_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3 342000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	2 284,0	0,0	2 284,0
3.4.2.3.1 342000_4_N_GG_ST_E	À court terme	2 284,0	0,0	2 284,0
3.4.2.3.2 342000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4 342000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-2 651,1	0,0	-2 651,1
3.4.2.4.0.1 342000_4_N_OS_ST_E	À court terme	-812,0	0,0	-812,0
3.4.2.4.0.2 342000_4_N_OS_LT_E	À long terme	-1 839,1	0,0	-1 839,1
3.4.2.4.1 342000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-2 863,1	0,0	-2 863,1
3.4.2.4.1.1 342000_4_N_FC_ST_E	À court terme	-512,0	0,0	-512,0
3.4.2.4.1.2 342000_4_N_FC_LT_E	À long terme	-2 351,1	0,0	-2 351,1
3.4.2.4.2 342000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	212,0	0,0	212,0
3.4.2.4.2.1 342000_4_N_NC_ST_E	À court terme	-300,0	0,0	-300,0
3.4.2.4.2.2 342000_4_N_NC_LT_E	À long terme	512,0	0,0	512,0
3.4.3 343000_4_N_AL_AL_E	Prêts	-11 628,4	158 060,1	-169 688,5
3.4.3.1 343000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	-17 362,1	17 362,1
3.4.3.1.1 34300z_4_N_CB_AL_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	-18 906,1	18 906,1
3.4.3.1.2 343000_4_N_CB_ST_E	Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.3 343000_4_N_CB_LT_E	Autres prêts à long terme	0,0	1 544,0	-1 544,0
3.4.3.1.9 343000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.1 34300z_4_N_MA_AL_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.2 343000_4_N_MA_ST_E	Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.3 343000_4_N_MA_LT_E	Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2 343000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	172,0	20 711,0	-20 539,0
3.4.3.2.1 343000_4_N_DT_ST_E	À court terme	-10 912,0	1 419,0	-12 331,0
3.4.3.2.2 343000_4_N_DT_LT_E	À long terme	11 084,0	19 292,0	-8 208,0
3.4.3.3 343000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	155 561,2	-155 561,2
3.4.3.3.1 34300z_4_N_GG_AL_E	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.2 343000_4_N_GG_ST_E	Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.3 343000_4_N_GG_LT_E	Autres à long terme	0,0	155 561,2	-155 561,2
3.4.3.4 343000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-11 800,4	-850,0	-10 950,4
3.4.3.4.0.1 343000_4_N_OS_ST_E	À court terme	-13 541,2	-156,0	-13 385,2
3.4.3.4.0.2 343000_4_N_OS_LT_E	À long terme	1 740,8	-694,0	2 434,8
3.4.3.4.1 343000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-10 100,0	-952,0	-9 148,0
3.4.3.4.1.1 343000_4_N_FC_ST_E	À court terme	-12 000,0	0,0	-12 000,0
3.4.3.4.1.2 343000_4_N_FC_LT_E	À long terme	1 900,0	-952,0	2 852,0
3.4.3.4.2 343000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-1 700,4	102,0	-1 802,4
3.4.3.4.2.1 343000_4_N_NC_ST_E	À court terme	-1 541,2	-156,0	-1 385,2
3.4.3.4.2.2 343000_4_N_NC_LT_E	À long terme	-159,2	258,0	-417,2
3.4.4 344000_4_N_AL_AL_E	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1 344000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9 344000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.4.2 344000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.3 344000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4 344000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.1 344000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.2 344000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.1 344100_4_N_AL_AL_E	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.2 344200_4_N_AL_AL_E	Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.3 344300_4_N_AL_AL_E	Droits à pension	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.4 344400_4_N_AL_AL_E	Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.5 344500_4_N_AL_AL_E	Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.6 344600_4_N_AL_AL_E	standardisées Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties	0,0	0,0	0,0

Libellé poste		Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3.4.5.345000_4_N_AL_AL_E	Crédits commerciaux et avances	10 000,5	-47 809,4	57 809,9
3.4.5.1.345000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.1.345000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.2.345000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.345000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.1.345000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2.345000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.345000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.1.345000_4_N_DT_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2.345000_4_N_DT_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.345000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.1.345000_4_N_GG_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.2.345000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.345000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	10 000,5	-47 809,4	57 809,9
3.4.5.4.0.1.345000_4_N_OS_ST_E	À court terme	13 617,0	26 700,0	-13 083,0
3.4.5.4.0.2.345000_4_N_OS_LT_E	À long terme	-3 616,5	-74 509,4	70 892,9
3.4.5.4.1.345000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-1 218,5	514,6	-1 733,1
3.4.5.4.1.1.345000_4_N_FC_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.2.345000_4_N_FC_LT_E	À long terme	-1 218,5	514,6	-1 733,1
3.4.5.4.2.345000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	11 219,0	-48 324,0	59 543,0
3.4.5.4.2.1.345000_4_N_NC_ST_E	À court terme	13 617,0	26 700,0	-13 083,0
3.4.5.4.2.2.345000_4_N_NC_LT_E	À long terme	-2 398,0	-75 024,0	72 626,0
3.4.6.346000_4_N_AL_AL_E	Autres comptes à recevoir/ à payer	-32 757,7	10 291,9	-43 049,6
3.4.6.1.346000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	11 640,1	-11 640,1
3.4.6.1.1.346000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0,0	11 640,1	-11 640,1
3.4.6.1.2.346000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.346000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.1.346000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2.346000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.2.346000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-41 936,0	-1 709,0	-40 227,0
3.4.6.2.1.346000_4_N_DT_ST_E	À court terme	-41 936,0	-1 709,0	-40 227,0
3.4.6.2.2.346000_4_N_DT_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.346000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.1.346000_4_N_GG_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2.346000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4.346000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	9 178,3	360,8	8 817,5
3.4.6.4.0.1.346000_4_N_OS_ST_E	À court terme	5 197,1	-299,3	5 496,4
3.4.6.4.0.2.346000_4_N_OS_LT_E	À long terme	3 981,2	660,1	3 321,1
3.4.6.4.1.346000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	836,1	894,3	-58,2
3.4.6.4.1.1.346000_4_N_FC_ST_E	À court terme	711,1	19,2	691,9
3.4.6.4.1.2.346000_4_N_FC_LT_E	À long terme	125,0	875,1	-750,1
3.4.6.4.2.346000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	8 342,2	-533,5	8 875,7
3.4.6.4.2.1.346000_4_N_NC_ST_E	À court terme	4 486,0	-318,5	4 804,5
3.4.6.4.2.2.346000_4_N_NC_LT_E	À long terme	3 856,2	-215,0	4 071,2
3.4.7.347000_4_N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0
3.5.350000_4_N_AL_AL_E	Avoirs de réserve	98 746,5	0,0	98 746,5
3.5.1.351000_4_N_AL_AL_E	Or monétaire	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1.351100_4_N_AL_AL_E	Or métal	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2.351200_4_N_AL_AL_E	Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
3.5.2.352000_4_N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	-17 562,7	0,0	-17 562,7
3.5.3.353000_4_N_AL_AL_E	Position de réserve au FMI	-5 958,9	0,0	-5 958,9
3.5.4.354000_4_N_AL_AL_E	Autres avoires de réserve	122 268,1	0,0	122 268,1
3.5.4.1.354100_4_N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	122 268,1	0,0	122 268,1
3.5.4.1.1.354110_4_N_AL_AL_E	Créances sur les autorités monétaires	-240,6	0,0	-240,6
3.5.4.1.2.354120_4_N_AL_AL_E	Créances sur d'autres entités	122 508,7	0,0	122 508,7
3.5.4.2.354200_4_N_AL_AL_E	Titres	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.354210_4_N_AL_AL_E	Titres de créance	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1.354210_4_N_AL_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.2.354210_4_N_AL_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2.354220_4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3.354300_4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4.354400_4_N_AL_AL_E	Autres créances	0,0	0,0	0,0
6 400000_5_N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	-3 667 004,5	-3 671 666,2	4 661,7

Code SDMX	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
320000_4_N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	378 295,4	17,0	473 982,4	95 670,0	1 205 459,1	-14 076,3	1 404 896,4	213 513,6
321000_4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	8 003,4	0,0	9 437,4	1 434,0	35 426,1	0,0	47 304,0	11 877,9
321000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	3 244,0	0,0	3 394,0	150,0	4 619,0	0,0	7 641,9	3 022,9
321000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	4 759,4	0,0	6 043,4	1 284,0	30 807,1	0,0	39 662,1	8 855,0
321000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	3 190,0	0,0	3 190,0	0,0	6 546,5	0,0	6 546,5	0,0
321000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 569,4	0,0	2 853,4	1 284,0	24 260,6	0,0	33 115,6	8 855,0
321100_4_N_AL_AL_E	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	Titres de créance	370 292,0	17,0	464 545,0	94 236,0	1 170 033,0	-14 076,3	1 357 592,4	201 635,7
322000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	336 564,0	17,0	421 705,0	85 124,0	67 043,0	0,0	78 889,0	11 846,0
322000_4_N_DT_ST_E	À court terme	58 774,0	0,0	112 506,0	53 732,0	36 260,0	0,0	50 865,0	14 605,0
322000_4_N_DT_LT_E	À long terme	277 790,0	17,0	309 199,0	31 392,0	30 783,0	0,0	28 024,0	-2 759,0
322000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	971 396,0	-14 076,3	1 139 971,5	182 651,8
322000_4_N_GG_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	96 131,0	0,0	112 528,6	16 397,6
322000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	875 265,0	-14 076,3	1 027 442,9	166 254,2
322000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	33 728,0	0,0	42 840,0	9 112,0	131 594,0	0,0	138 731,9	7 137,9
322000_4_N_OS_ST_E	À court terme	38 199,0	0,0	43 247,0	5 048,0	22 668,0	0,0	29 764,0	7 096,0
322000_4_N_OS_LT_E	À long terme	-4 471,0	0,0	-407,0	4 064,0	108 926,0	0,0	108 967,9	41,9
322000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	-26 510,0	0,0	-24 354,0	2 156,0	2 122,0	0,0	2 136,9	14,9
322000_4_N_FC_ST_E	À court terme	940,0	0,0	1 950,0	1 010,0	1 581,0	0,0	1 461,0	-120,0
322000_4_N_FC_LT_E	À long terme	-27 450,0	0,0	-26 304,0	1 146,0	541,0	0,0	675,9	134,9
322000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	60 238,0	0,0	67 194,0	6 956,0	129 472,0	0,0	136 595,0	7 123,0
322000_4_N_NC_ST_E	À court terme	37 259,0	0,0	41 297,0	4 038,0	21 087,0	0,0	28 303,0	7 216,0
322000_4_N_NC_LT_E	À long terme	22 979,0	0,0	25 897,0	2 918,0	108 385,0	0,0	108 292,0	-93,0

Code SDMX	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
330000_4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	Options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	Contrats à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	Autres investissements	1 322 198,3	0,0	1 408 781,6	86 583,3	4 835 651,3	12 956,7	5 044 070,7	195 462,7
341000_4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	263 242,0	0,0	384 210,9	120 968,9	495 356,7	0,0	570 276,8	74 920,1
342000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	24 414,1	0,0	24 754,1	340,0
342000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	24 414,1	0,0	24 754,1	340,0
342000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	194 057,0	0,0	315 393,0	121 336,0	470 942,6	0,0	545 522,7	74 580,1
34200z_4_N_DT_AL_E	Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	À court terme	194 057,0	0,0	315 393,0	121 336,0	470 942,6	0,0	545 522,7	74 580,1
342000_4_N_DT_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	9 527,0	0,0	11 811,0	2 284,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	À court terme	9 527,0	0,0	11 811,0	2 284,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	59 658,0	0,0	57 006,9	-2 651,1	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_ST_E	À court terme	17 134,0	0,0	16 322,0	-812,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_LT_E	À long terme	42 524,0	0,0	40 684,9	-1 839,1	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	36 304,0	0,0	33 440,9	-2 863,1	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_ST_E	À court terme	14 460,0	0,0	13 948,0	-512,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_LT_E	À long terme	21 844,0	0,0	19 492,9	-2 351,1	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	23 354,0	0,0	23 566,0	212,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_ST_E	À court terme	2 674,0	0,0	2 374,0	-300,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_LT_E	À long terme	20 680,0	0,0	21 192,0	512,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
345000_4_N_AL_AL_E	Crédits commerciaux et avances	728 088,0	0,0	738 088,5	10 000,5	1 027 421,0	0,0	979 611,6	-47 809,4
345000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	728 088,0	0,0	738 088,5	10 000,5	1 027 421,0	0,0	979 611,6	-47 809,4
345000_4_N_OS_ST_E	À court terme	234 280,0	0,0	247 897,0	13 617,0	272 425,0	0,0	299 125,0	26 700,0
345000_4_N_OS_LT_E	À long terme	493 808,0	0,0	490 191,5	-3 616,5	754 996,0	0,0	680 486,6	-74 509,4
345000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	2 766,0	0,0	1 547,5	-1 218,5	758,0	0,0	1 272,6	514,6
345000_4_N_FC_ST_E	À court terme	49,0	0,0	49,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_FC_LT_E	À long terme	2 717,0	0,0	1 498,5	-1 218,5	758,0	0,0	1 272,6	514,6
345000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	725 322,0	0,0	736 541,0	11 219,0	1 026 663,0	0,0	978 339,0	-48 324,0
345000_4_N_NC_ST_E	À court terme	234 231,0	0,0	247 848,0	13 617,0	272 425,0	0,0	299 125,0	26 700,0
345000_4_N_NC_LT_E	À long terme	491 091,0	0,0	488 693,0	-2 398,0	754 238,0	0,0	679 214,0	-75 024,0
346000_4_N_AL_AL_E	Autres comptes à recevoir/ à payer	166 843,3	0,0	134 085,6	-32 757,7	181 711,8	0,0	192 003,7	10 291,9
346000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	7 032,9	0,0	18 673,0	11 640,1
346000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	7 032,9	0,0	18 673,0	11 640,1
346000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	10 818,0	0,0	-31 118,0	-41 936,0	44,0	0,0	-1 665,0	-1 709,0
346000_4_N_DT_ST_E	À court terme	10 818,0	0,0	-31 118,0	-41 936,0	44,0	0,0	-1 665,0	-1 709,0
346000_4_N_DT_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	1 051,0	0,0	1 051,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	À court terme	1 051,0	0,0	1 051,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	154 974,3	0,0	164 152,6	9 178,3	174 634,9	0,0	174 995,7	360,8
346000_4_N_OS_ST_E	À court terme	59 695,0	0,0	64 892,1	5 197,1	63 360,9	0,0	63 061,6	-299,3
346000_4_N_OS_LT_E	À long terme	95 279,3	0,0	99 260,5	3 981,2	111 274,0	0,0	111 934,1	660,1
346000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	1 458,0	0,0	2 294,1	836,1	78,0	0,0	972,3	894,3
346000_4_N_FC_ST_E	À court terme	113,0	0,0	824,1	711,1	11,0	0,0	30,2	19,2
346000_4_N_FC_LT_E	À long terme	1 345,0	0,0	1 470,0	125,0	67,0	0,0	942,1	875,1
346000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	153 516,3	0,0	161 858,5	8 342,2	174 556,9	0,0	174 023,4	-533,5
346000_4_N_NC_ST_E	À court terme	59 582,0	0,0	64 068,0	4 486,0	63 349,9	0,0	63 031,4	-318,5
346000_4_N_NC_LT_E	À long terme	93 934,3	0,0	97 790,5	3 856,2	111 207,0	0,0	110 992,0	-215,0
347000_4_N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	121 172,2	8 074,1	129 246,3	0,0
350000_4_N_AL_AL_E	Avoirs de réserve	1 109 515,0	5 838,2	1 214 099,7	98 746,5	0,0	0,0	0,0	0,0



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int